



POLITIQUE DE DISPERSION: Eloignement



INTRODUCTION

Cela fera bientôt 27 ans que la politique de dispersion est appliquée de façon globale et systématique au Collectif des Prisonnier-e-s Politiques Basques.

Un grand nombre d'entre nous, leurs parents et amis, l'avons subie intégralement durant ces longues 27 années. D'autres, pendant moins longtemps. Dans tous les cas, nul besoin de voyager pendant des décennies pour déstabiliser économiquement, physiquement et psychologiquement une famille entière. Nous en vivons tous les cruelles conséquences et nous devons continuer à les vivre tant que les gouvernements français et espagnol ne désactiveront pas la politique pénitentiaire actuelle.

Cependant, ces deux gouvernements s'enlisent dans l'immobilisme. Dans le cas de l'État espagnol, à cet immobilisme est venu s'ajouter l'aval des tribunaux : récemment, l'Audience Nationale de Madrid a rejeté les recours déposés par 25 de nos proches emprisonnés contre la décision du Tribunal de Vigilance Pénitentiaire qui refusait leur transfert vers des prisons du Pays Basque. C'est la validation par un tribunal d'exception d'une politique d'exception. Pour nous, cela représente un aval à la poursuite d'une situation humainement insoutenable.

Nous savons que si le plus grand défenseur de cette politique est le gouvernement espagnol, les partis politiques et secteurs sociaux qui l'appuient et qui exigent une peine ajoutée pour nos proches ne manquent pas. Que leur condamnation ne soit pas seulement la privation de liberté prévue par la loi, mais qu'on ajoute un châtement et de la souffrance supplémentaires au séjour en prison. Et la plus grande souffrance que doivent affronter les prisonnier-e-s est de voir leurs parents et amis confrontés aux conséquences dévastatrices de la politique pénitentiaire.

Mais nous savons aussi, ainsi que la majorité politique, sociale et syndicale basque l'a démontré avec son refus de la politique de dispersion, que des forces politiques et des secteurs sociaux à caractère démocratique ne peuvent pas soutenir une politique qui viole les droits essentiels.

Avec ce dossier, notre intention est d'exposer les différentes situations et conséquences de la dispersion et plus concrètement de l'une de ses mesures centrales : l'éloignement. Des conséquences et situations dérivées de cette mesure que l'Audience Nationale a passées sous silence dans certains cas, ou banalisées dans d'autres, parvenant ainsi à déformer la réalité, qui est que l'éloignement est autant dirigé contre l'entourage familial et affectif des prisonniers basques que contre ces derniers. C'est une mesure qui viole les droits essentiels des prisonniers ainsi que les nôtres et qui instrumentalise la souffrance à des fins exclusivement politiques.

1. ÉLÉMENTS INDISPENSABLES SUR LA POLITIQUE DE DISPERSION

Ce que nous connaissons de la politique de dispersion est un cadre de mesures d'exception qui est appliqué à un collectif déterminé de prisonnier-e-s. Ces mesures violent les droits essentiels, aussi bien par l'application de restrictions déterminées que pour les conséquences des situations qu'elles engendrent. La politique de dispersion affecte pratiquement la totalité du régime pénitentiaire, activant un autre régime pénitentiaire parallèle : éloignement, isolement, agressions, contrôle de toutes les communications orales et écrites, restrictions des attributions des permis de visite, refus des demandes de libération conditionnelle, maintien en prison des prisonniers atteints de maladies graves et incurables, nombreux obstacles à l'assistance médicale et juridique...

La dispersion agit sur les droits de nos parents et amis emprisonnés mais également sur les nôtres. Faire connaître cette réalité, les conséquences de la politique de dispersion et les violations de droits essentiels que ce cadre favorise a été depuis le début la priorité de notre association. Développer toutes les conséquences des différentes mesures qui forment la politique pénitentiaire actuelle est très compliqué; cependant, l'éloignement en est la mesure clé. Celle qui entraîne les plus graves violations de droits et à laquelle l'Audience Nationale a voulu donner une couverture légale.

Les prisonniers et prisonnières politiques, qu'ils soient en préventive ou condamnés, ont toujours été éloignés de leurs domiciles. De 1978 au début de l'application de la politique de dispersion, la politique gouvernementale les maintenait dans les prisons de Madrid, Soria, Herrera de la Mancha et Puerto de Santa María.

Entre 1987 et 1988, la politique de dispersion se met en place et les prisonniers sont encore plus éloignés. L'application universelle, systématique et généralisée commence en mai 1989. Les prisonnier-e-s politiques basques sont éloigné-e-s, y compris jusque dans des prisons des Îles Baléares, des Canaries, de Ceuta et de Melilla.

Cet éloignement est alors justifié par des raisons liées au traitement pénitentiaire,

par nécessité de séparer le secteur « dur » du secteur « mou », ou par nécessité d'éliminer des « privilèges ».

En plus de taxer de « privilèges » des droits reconnus par la législation pénitentiaire, une campagne médiatique spécialement nauséabonde a été menée pour ouvrir le chemin à la dispersion. Nous pouvons rappeler les banquets d'agneau grillé et de champagne, de homard et de langoustines, la moquette dans les cellules et autres rumeurs si extravagantes qu'il est difficile de penser que quiconque ait pu les croire. Nous n'avons pas l'intention de tomber dans le récit anecdotique, mais nous voulons rappeler à quels mensonges les autorités avaient pu recourir pour donner un aspect légal à une politique de dispersion dont il valait mieux à l'époque ne pas dévoiler la véritable finalité.

Elle (la dispersion) impliquera la fin des excursions en autocar de familles depuis Euskadi certains jours en particulier. Chaque activiste communiquera, selon les syndicats (des prisons) comme prévu dans sa galerie. Un autre privilège disparaîtra aussi : l'accumulation des visites auxquelles ils ont droit chaque semaine, qui leur fait profiter d'au moins 40 minutes consécutives de visite.

El País, le 15 mai 1989

Parallèlement aux tentatives de justifier l'application de cette politique, les explications des syndicats de surveillants de prison donnaient la clé pour comprendre l'un des principaux objectifs de la politique pénitentiaire. Au-delà de la façon scandaleuse dont ils banalisaient ces déplacements forcés qui exigeaient déjà de nous un effort physique et économique considérable, ils prévenaient que l'objectif de la dispersion ajouterait difficultés et pénalités supplémentaires à l'entourage affectif et familial des prisonnier-e-s politiques basques.

Aujourd'hui cependant, plus personne ne tente de cacher les véritables nature et finalités de la politique pénitentiaire. Les déclarations répétées du Ministre Fernández Díaz qui pose la dissolution de l'organisation ETA comme condition pour la disparition de la dispersion ne laissent aucune marge au doute.

L'Audience Nationale elle-même reconnaît qu'elle n'est pas compétente pour résoudre une question qui revient au gouvernement de la Nation.

En définitive, l'option relative au rapprochement des prisonniers de la bande terroriste ETA dans des centres pénitentiaires du Pays Basque et

de la Navarre est une alternative de politique criminelle qui en fin de compte revient au Gouvernement de la Nation, dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire légal, ce Tribunal n'étant pas compétent sur le sujet, le détenu requérant n'ayant fait l'objet d'aucune violation de droits essentiels.

Par conséquent, la fonction de ce tribunal en ce qui concerne les recours déposés par nos parents et amis prisonniers se limite à déterminer s'il existe ou non une violation de droits. Au vu des résolutions qui ont été prises jusqu'à maintenant, nous déclarons que nous ne croyons absolument pas que cette analyse ait été faite. Le rejet de toutes les allégations présentées dans ce sens est trop systématique et uniforme pour pouvoir arriver à une autre conclusion. Et cette conclusion se voit encore renforcée quand l'ardeur de ce tribunal à nier les violations de droits va jusqu'à l'expression de graves accusations contre nous, les familles et amis de prisonniers politiques basques.

2.

L'ÉLOIGNEMENT

Deux aspects de la politique pénitentiaire méritent d'être pris en considération pour pouvoir analyser l'intention et les conséquences de cette mesure.

1. 1. La dispersion ne consiste pas à séparer les prisonnier-e-s basques entre eux et elles, mais à les répartir dans les différentes prisons des États espagnol et français. Il s'agit surtout d'une politique d'éloignement qui poursuit un dessein bien défini : c'est dans les prisons les plus éloignées géographiquement d'Euskal Herria que l'on retrouve le plus grand nombre de prisonnier-e-s basques, tandis qu'un très petit nombre se trouve dans les prisons du Pays Basque. Ce schéma met en évidence l'intentionnalité punitive de l'éloignement.

PRISION	Km	Prison nier-e-s
LOGROÑO	190	4
BURGOS	210	4
EL DUESO, Cantabria	225	2
SORIA	270	3
DUEÑAS, Palencia	300	4
ZUERA, Zaragoza	300	10
VALLADOLID	340	6
MANSILLA, León	360	7
DAROCA, Zaragoza	360	4
SEGOVIA	410	1
VILLABONA, Asturias	440	6
TOPAS, Salamanca	440	10
TERUEL	450	1
BRIEVA	470	2
ALCALA MECO, Madrid II	450	2
NAVALCARNERO, Madrid IV	480	2
VALDEMORO, Madrid III	490	1
SOTO DEL REAL, Madrid V	490	3
ARANJUEZ, Madrid VI	500	3
ESTREMER, Madrid VII	520	6
OCAÑA I et OCAÑA II	520	9
CASTELLÓ I et CASTELLÓ II	550	17
VALENCIA I et VALENCIA II	540	22
HERRERA DE LA MANCHA	620	11
MONTERROXO, Lugo	640	5
CURTIS, A Coruña	650	11
CÁCERES	650	5
BADAJOS	750	9
VILLENA, Alacant II	720	12
A LAMA, Pontevedra	730	10
JAEN	780	10
FONCALENT, Alacant I	760	9
GRANADA	780	13
CÓRDOBA	810	12
MURCIA I et MURCIA II	830	16
SEVILLA	910	10
HUELVA	1000	12
ALMERIA	1000	7
PUERTO I et PUERTO III, Cadiz	1050	28
ALGECIRAS, Cadiz	1100	11

En ce qui concerne l'État français, cette répartition est la suivante : 59 des 91 prisonnier-e-s du territoire français se trouvent dans 14 prisons situées entre 800 et 1050 km du Pays Basque ; 22 dans des prisons situées entre 500 et 750 km et 11 entre 230 et 450 km.

2. L'éloignement n'est en aucun cas une mesure éventuelle ou transitoire, c'est une mesure permanente. Ce n'est pas non plus une mesure uniquement destinée aux condamnés : les prisonnier-e-s politiques basques, dès leur entrée en prison, sont systématiquement éloignés jusqu'à leur libération.

Cela signifie qu'à l'accomplissement de leur peine, vient s'ajouter une condamnation supplémentaire qu'aucun tribunal n'a jamais prononcée : l'éloignement systématique et permanent de leur entourage familial, affectif, culturel et social. Cet éloignement peut revêtir des formes différentes mais il a une signification évidente : *l'exil*. Et en ouverte opposition à la prétendue finalité de réinsertion et de resocialisation de la politique pénitentiaire, elle ne peut favoriser que *le déracinement*.

2.1 L'AUDIENCE NATIONALE FACE À L'ÉLOIGNEMENT

L'Audience Nationale a rejeté tous les recours déposés par nos parents et amis sur le refus de leur demande de rapprochement en Euskal Herria. Sans peur d'exagérer, nous pouvons dire que la seule chose qui varie d'une décision à l'autre est l'avant-propos. Quelles que soient les circonstances et la situation particulière exposée dans chaque recours, la réponse est invariable et uniforme. Une résolution systématique qui ne fait que renforcer le caractère systématique de la mesure. Ainsi, le tribunal se prive de toute possibilité de se justifier sur le traitement individualisé et accentue, en revanche, l'instrumentalisation de cette mesure à des fins exclusivement politiques.

Une bonne partie des fondements de droit utilisés par l'Audience Nationale sont destinés à essayer de donner à l'éloignement la couverture légale dont il manque. Nous ne sommes pas des juristes, et notre intention n'est pas de contester ces décisions depuis un terrain qui est celui des professionnels du

Droit. Mais pour nous comme pour quiconque, il est impossible de ne pas remarquer que, dans la recherche de cette couverture légale, ce tribunal a eu recours à des interprétations si embrouillées que finalement, ils nous opposent une législation confuse, contradictoire et ambiguë qui permet de soutenir les violations de droits dont elle devrait protéger les citoyens.

Ainsi, dans un même document, nous pouvons trouver cet extrait:

La règle générale est de placer les condamnés dans l'établissement pénitentiaire le plus proche de leur domicile, tant qu'il s'agit d'un établissement correspondant à la classification du condamné, c'est ce qui ressort de l'art. 12 de la L.O.G.P. quand il mentionne la nécessité d'éviter le déracinement social des condamnés. Cependant, il existe des motifs qui peuvent justifier que des condamnés soient assignés à d'autres lieux, comme l'a reconnu la CEDH (Cour Européenne des Droits de l'Homme) elle-même dans les sentences exposées, comme la nécessité d'éviter la surpopulation carcérale ou de garantir la discipline adéquate. Parmi ces causes de justification, qui peuvent faire en sorte que l'ingérence soit proportionnée, se trouvent la délinquance organisée ou le terrorisme, comme c'est le cas ici, ainsi que d'autres dérivées de la nécessité d'éviter une concentration excessive de membres de la même organisation dans un même centre pénitentiaire, quand cette concentration pourrait servir à cette organisation pour exercer un contrôle sur ses membres.

puis celui-ci :

Comme le dit la jurisprudence contentieuse-administrative en la matière, que nous avons vue être la plus compétente pour résoudre des questions comme celle-ci : « il n'y a pas, parmi les droits reconnus aux détenus par la législation pénitentiaire, ni a fortiori dans la Constitution, le droit à être assigné ou maintenu dans un Centre Pénitentiaire déterminé, ni même à un qui soit proche du lieu de résidence habituel (article 3 L.O.G.P.), ni aucun mandat de l'Administration dans ce sens ».

Ainsi, il est indiqué que la LOGP mentionne expressément la nécessité d'éviter le déracinement social des condamnés, que la règle générale doit être de placer les condamnés dans l'établissement pénitentiaire le plus proche de leur domicile et que la Cour Européenne des Droits de l'Homme reconnaît des circonstances déterminées, en lien avec l'ordre des établissements, qui peuvent justifier la désignation d'autres centres de détention. L'interprétation de l'Audience Nationale ajoute à ces causes de justification d'autres raisons très différentes, qui sont liées à l'origine du délit et non à des circonstances liées au régime pénitentiaire. Elle justifie ainsi un châtement ajouté à l'accomplissement de la peine, châtement qui n'est pas reconnu par la loi.

Mais nous voulons surtout signaler que la dispersion suit un modèle bien déterminé qui n'est pas reflété dans les considérations de l'Audience Nationale, celle-ci n'abordant pas l'intentionnalité de cette mesure. Nous ne connaissons pas la désignation « d'autres » centres de détention pour nos proches, mais des centres de détention sciemment éloignés. Nous parlons de l'accomplissement intégral de la peine en situation d'éloignement permanent, et, dans la majorité des cas, comme on le voit dans le tableau ci-dessus, d'éloignement extrême. Nous pouvons dire que, dans tous les cas, c'est le critère inverse qui est pris : la seule nécessité d'éviter une forte concentration fait qu'un nombre réduit de prisonniers et de prisonnières politiques basques sont en train de purger leur peine dans des prisons pas trop éloignées de leur domicile.

Nous nous demandons, en plus, comment concilier le fait que le droit à être assigné ou maintenu dans un centre pénitentiaire proche du domicile familial n'est pas prévu par la loi avec l'art. 3.3 du RP.:

Un principe inspirateur de l'accomplissement des peines et mesures de sécurité privatives de liberté sera la considération du fait que le détenu est sujet de droit et qu'il n'est pas exclu de la société mais qu'il continue à en faire partie. En conséquence, la vie en prison doit prendre comme référence la vie en liberté, réduisant au maximum les effets nocifs de l'internement, favorisant les liens sociaux, la collaboration et la participation des entités publiques et privées et l'accès aux prestations publiques.

Ou avec l'art. 25.2 de la Constitution espagnole qui précise que le condamné doit jouir de tous ses droits fondamentaux, à l'exception de ceux qui sont limités par sa condamnation.

Dans ce sens, nous voulons attirer l'attention sur le vote particulier du juge Saez Valcarel. L'annexe I reproduit dans son intégralité le développement des quatre points principaux qu'il contient. Textuellement :

- (1) l'accomplissement des peines de prison le plus près possible de son domicile fait partie des droits du détenu.
- (2) l'Administration Pénitentiaire ne peut pas éloigner de façon systématique et universelle une catégorie de détenus en lien avec la nature du délit, en raison de l'absence de couverture légale de cette mesure.
- (3) l'éloignement viole le droit à la vie familiale contenu dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
- (4) l'éloignement est une mesure coercitive de correction ou de recherche d'amendement qui ne peut être considérée comme une partie du traitement qui doit être orienté vers la rééducation et la resocialisation.

MODÈLE ET INTENTIONNALITÉ DE L'ÉLOIGNEMENT

Nous parlons du caractère de châtement de l'éloignement aussi bien pour nos parents et amis prisonniers que pour nous-mêmes. Ce n'est pas une affirmation gratuite mais au contraire fondée sur le modèle et sur les consignes selon lesquels est appliquée cette mesure, qui comme nous l'avons dit, consiste à concentrer la plus grande partie des prisonniers politiques basques dans les prisons les plus éloignées, laissant un très petit nombre d'entre eux dans les prisons les plus proches. Quant à l'accomplissement des peines en Euskal Herria, il ne peut être considéré que comme exceptionnel. La plupart du temps, le nombre de prisonniers se trouvant au Pays Basque est compris entre 2 et 5. Et si ce nombre a été plus élevé à certains moments, ça a été en raison de circonstances ponctuelles, comme le transfert de groupes de prisonniers aussitôt répartis à nouveau dans des prisons éloignées.

Tout au long de leur peine, nos parents et amis connaissent de nombreux changements de prison. Le tableau suivant recueille les transferts (hors transferts temporaires pour raisons judiciaires) entre janvier 2013 et juin 2015, qui ont atteint le nombre de 210. Malgré ces nombreux transferts, et bien que les libérations de ces derniers mois aient réduit le nombre de prisonniers, nous pouvons cependant constater que le modèle d'éloignement se maintient sans aucune variation.

En octobre 2015, il y a 417 prisonniers politiques basques ; 4 d'entre eux sont incarcérés dans 2 prisons du Pays Basque et les 413 autres sont éloignés. Parmi ces 413, 169 sont emprisonnés à des distances comprises entre 800 et 1100 km du Pays Basque (ce qui signifie des trajets de 1600 à 2200 km pour une visite) et seuls 58 sont à moins de 390 km du Pays Basque. 186 prisonniers se trouvent dans des prisons situées à des distances comprises entre 400 et 790 km. D'après ces chiffres, il est également significatif que très peu de prisonniers se trouvent dans la Communauté de Madrid, la plus facile d'accès au regard des transports, puisqu'ils sont 17, répartis dans les 6 macro-prisons (Valdemoro, Soto del Real, Aranjuez, Estremera, Alcalá Meco et Navalcarnero) alors que 22 se trouvent dans les 2 prisons de Valencia et 28 dans les prisons de Puerto I et Puerto II.

VIOLATION DU DROIT À LA VIE DE FAMILLE

Les restrictions et conditions dérivées de la situation d'éloignement permanent de nos proches violent le droit à la vie familiale. Les difficultés, les frais et les risques rendent les visites très difficiles et dans certains cas impossibles, en plus de faire porter à chaque famille le poids de toutes les conséquences de cette mesure.

LES DIFFICULTÉS

Nous voulons attirer l'attention sur le fait que les prisons les moins éloignées sont pour nous celles qui sont situées à moins de 400 km, ce qui signifie des voyages de 400 à 800 km. Cependant, très peu de familles se trouvent dans ce cas, et la grande majorité doit faire des voyages de 1000 à 2200 km. Ces déplacements requièrent plus de 24 heures sur la route, dans les transports ou les correspondances compliquées et un coût mensuel qui dépasse souvent le salaire moyen d'un travailleur.

Les visites ordinaires dans les prisons espagnoles sont de 40 minutes dans un parloir dans lequel on ne peut parler que derrière une vitre avec un téléphone. Une fois par mois seulement, le vis-à-vis nous permet le contact direct et dure plus longtemps : généralement une heure et demie. Pour les couples, une visite intime de la même durée est également autorisée.

- Dans la majorité des prisons, les visites commencent à 9h le samedi matin. Pour pouvoir faire une visite, il faut se présenter à la prison une heure avant

l'heure du parloir. Nous devons donc être à 8 h du matin dans les prisons par exemple d'Almería, Huelva, Lyon, Réaux (Paris), Pontevedra, Córdoba, Granada, Algeciras ou Murcia, après des trajets de 11h sans compter les pauses.

Cela signifie que nous devons prendre la route au plus tard vers 20h le vendredi, sans possibilité de nous reposer entre la semaine de travail et le voyage, conduire pendant toute la nuit, réduire au maximum les arrêts de repos, pourtant indispensables à notre sécurité, sachant que n'importe quel incident (panne, crevaison, bouchon...) peut nous empêcher d'arriver à temps. Après la visite, nous reprenons la route et devons réattaquer une nouvelle semaine de travail sans avoir pu prendre le repos nécessaire.

- Dans d'autres prisons, comme celle du module des femmes de Valencia, les visites ne peuvent avoir lieu que le vendredi matin, ce qui signifie perdre une journée entière de travail, ou aux dernières heures de l'après-midi du dimanche, ce qui signifie un retour à la maison le lundi matin après un voyage de plus de 1000 km et une reprise du travail sans le moindre repos.

- Nous ne parlons ici que des déplacements qui sont faits avec des voitures particulières. D'autres moyens de transport comme le train ou le bus supposent des voyages encore plus longs et de longs temps d'attente entre les correspondances.

- Au sein d'une même prison, les prisonniers sont aussi séparés dans différentes divisions ou galeries, et avec des jours et horaires de visite différents. L'objectif annoncé à l'époque par les syndicats de surveillants est donc atteint : il est extrêmement compliqué de nous organiser pour partager les voyages de façon à nous relayer au volant et à réduire la fatigue ainsi que le coût et les risques du voyage.

- Quand nous pouvons le faire, c'est au prix de longues heures d'attente à la porte de la prison entre le début de la première visite et la fin de la dernière.

- Dans certaines prisons de l'État espagnol, les visites spéciales ou vis-à-vis ne peuvent avoir lieu que durant des jours de la semaine. Très peu d'entre elles acceptent de reporter ces visites au week-end sur présentation d'un certificat de travail. Cela oblige les familles à faire plus de voyages, plus de frais, plus de risques, plus de fatigue et de tension.

- C'est encore pire quand les vis-à-vis dits de convivencia (visites spéciales pour les prisonniers ayant des enfants de moins de 10 ans) ne peuvent avoir lieu qu'en semaine, car cela oblige les enfants à manquer au moins une journée entière d'école, et à y retourner sans avoir pu se reposer du très long voyage.

LES FRAIS

Les voyages vers l'une des prisons les moins éloignées, celle de Logroño, reviennent à environ 200 €, entre essence et péages. Pour les plus éloignées, comme celle de Puerto, Huelva, Algeciras en Espagne, ou les prisons de Bapaume et Liancourt dans l'État français, le coût de chaque visite tourne autour de 250-300 € par personne, ce qui porte le coût mensuel des visites à 1000-1200 €, soit une somme supérieure au salaire moyen d'un travailleur. Dans ces cas, le voyage le moins cher est le bus mis en place par Etxerat pour certaines prisons d'Andalousie, et qui ramène le prix du voyage à 185 € par personne. Mais cet autobus est le seul que nous avons pu organiser pour les raisons mentionnées ci-dessus, et ne couvre que les prisons de Puerto I, Puerto II et Algeciras. Les places sont réduites, et le voyage, en raison des heures d'attente jusqu'à la fin de la dernière visite, dure 39 heures. Ce bus part de Gasteiz à 20h et revient aux alentours de 6h30 le dimanche matin.

Comme nous l'avons dit, l'éloignement n'est pas une mesure transitoire. C'est une mesure permanente. Exercer le droit aux visites implique pour nous une véritable saignée économique qui place notre économie familiale dans une situation très difficile.

.

LES RISQUES

Nos déplacements sont conditionnés par des horaires imposés. Nous sommes donc obligés de voyager en prenant des risques importants : avec des délais très serrés au vu des centaines de kilomètres que nous devons parcourir, sans les arrêts et temps de repos nécessaires pour voyager en sécurité, et dans n'importe quelles conditions climatologiques. Et c'est encore plus fatigués que nous faisons le voyage du retour. Pour cela, la majorité des accidents que nous subissons ont lieu sur le trajet du retour.

En conséquence logique de cette situation de risque, les accidents de la route sont nombreux. Certains d'entre nous ont eu jusqu'à trois accidents graves

durant ces voyages. Les années les plus noires de la dispersion ont été 2003 et 2004 : cent personnes affectées dans 23 accidents en 2003, 14 accidents de plus durant les premiers mois de 2004, et, durant ces deux années, trois personnes sont venues allonger la liste noire des victimes mortelles qui en comptait déjà 12 à l'époque.

Ce bilan est celui du risque durant ces trois dernières années (annexe I)

25 parents et amis de prisonniers affectés dans 10 accidents en 2014

19 parents et amis de prisonniers affectés dans 8 accidents en 2013

42 parents et amis de prisonniers affectés dans 14 accidents en 2012.

Jusqu'à aujourd'hui, 16 personnes ont perdu la vie sur les routes de la dispersion et le risque, le risque que nous sommes obligés de prendre, celui que nous ne pouvons éviter, est toujours là. La seule alternative est de renoncer à nos liens affectifs, c'est-à-dire à notre droit à la famille, et elle est inadmissible. Nous sommes donc résolus à continuer les voyages. C'est notre décision, mais en aucun cas notre responsabilité.

LES EMPÊCHEMENTS

Nous avons parlé jusqu'ici des difficultés que nous rencontrons face aux voyages vers les prisons lointaines. Cependant, et avec une intensité de plus en plus forte au fil des années car le temps joue contre nous, nous nous heurtons à un autre problème encore plus douloureux : celui des proches de prisonniers dont l'âge et/ou des problèmes de santé rendent impossible de réaliser de tels voyages ni les conditions dans lesquelles il faut les faire. Les recours présentés par nos proches et rejetés dans leur totalité par l'Audience Nationale recueillent certaines de ces situations : parents d'âge avancé, avec de graves maladies ou un état de santé précaire qui rendent impossibles ou extrêmement rares de tels déplacements. Ce sont des personnes que l'on empêche de rendre visite à leurs proches emprisonnés, car le droit aux visites et le droit aux liens familiaux sont conditionnés par des obstacles extrêmement pénibles pour certains et insurmontables pour d'autres.

L'AUDIENCE NATIONALE ET LE DROIT AUX LIENS FAMILIAUX

Comme nous l'avons déjà dit, nous constatons que l'Audience Nationale ne cherche pas à évaluer les circonstances et les situations qui pourraient donner lieu à des violations de droits, elle s'évertue au contraire à trouver des arguments pour les écarter. Dans ses considérations sur le droit à la vie de famille, nous observons en plus un mépris évident envers ce qui est un droit fondamental de nos proches incarcérés. Un droit dont nous les voyons privés, et dont nous aussi sommes privés.

Nous citons textuellement :

D'autre part, toutes les formes d'éloignement n'impliquent pas une affectation des droits essentiels, qui ne se produit que quand la distance excessive unie aux difficultés des moyens de transport empêchent ou rendent très difficile les visites de parents et d'amis au point de mettre en péril le droit aux liens familiaux.

Cependant, l'Audience Nationale a systématiquement rejeté tous les recours présentés. Ainsi, les distances de 1100, 1460, 2000, 2200 km que nous devons parcourir pour rendre visite à nos proches à Ocaña, Castelló, Algeciras, Almería, Pontevedra, Córdoba... ne sont pas encore des distances excessives. Les difficultés ne sont pas non plus suffisantes pour que le Tribunal considère qu'elles rendent les visites très difficiles.

Nous ne savons pas ce que l'Audience Nationale considère comme une distance excessive ni quelles difficultés peuvent être à ses yeux de sérieuses difficultés. Nous pouvons en conclure que tant que nous ferons des visites, quels que soient le prix et la souffrance que ces voyages nous coûtent, notre vie familiale n'est pas en péril. Nous pouvons dire aussi que cette destruction de nos liens familiaux et affectifs est un objectif clair. Pourtant, ce ne sont pas là les plus graves des conclusions que nous tirons de la lecture de ces décisions.

Nous citons, toujours textuellement :

La situation des familles quant à un hypothétique empêchement de déplacement vers le lieu du Centre Pénitentiaire, que ce soit pour des

raisons d'âge, de santé ou autres de type financier, se résolvent avec les permissions extraordinaires que le détenu peut demander, même s'ils peuvent refuser le traitement pénitentiaire, auquel cas les difficultés et obstacles à l'exercice de ce droit seront une conséquence de volonté du détenu lui-même.

On ne peut ignorer que les empêchements et obstacles sont plus qu'hypothétiques. Et quand l'empêchement n'est pas absolu, les coûts physiques, psychiques et financiers qui nous sont imposés sont suffisants pour générer de la souffrance. Nous signalons, d'autre part, qu'aucune permission exceptionnelle n'a jamais été accordée pour des raisons économiques.

Nous voulons également préciser, pour éviter les équivoques, que « permission extraordinaire » ne veut pas dire permis de sortie. Cela consiste en un transfert temporaire -avec présentation préalable de rapports, certificats et démarches bureaucratiques qui s'éternisent pendant des mois- vers un centre pénitentiaire proche du domicile familial. Depuis cette prison, le prisonnier ou la prisonnière est emmené(e) au domicile de sa famille ou à l'hôpital pour la réalisation d'une visite de durée déterminée, généralement autour de deux heures.

Le Règlement Pénitentiaire prévoit dans son article 42 le droit pour tous les détenus à, au minimum, deux communications par semaine d'au moins 20 minutes. C'est un droit que nous avons, et c'est un droit qui est violé. Nous ne pouvons pas accepter, en raison de l'éloignement, de substituer ce droit à une visite qui n'aura lieu que très rarement, avec notre proche menotté et en présence d'une escorte de gardes civils ou d'agents. Nous pouvons encore moins accepter que cette situation, qui n'est autre que le résultat d'une violation de droits, soit attribuée à la volonté du prisonnier lui-même.

Nous citons également un cas concret, présenté dans le recours déposé par Jesus M. Altable Etxarte : celui de ses parents, de 89 et 92 ans, dont l'un est atteint de la maladie de Parkinson et qui doivent se déplacer jusqu'à la prison de Valencia pour rendre visite à leur fils. L'Audience Nationale en arrive au point, tout en reconnaissant la difficulté que cette situation suppose pour pouvoir réaliser des visites, de considérer qu'elle ne va pas jusqu'à les empêcher:

“ la distance du domicile familial est dans ce cas un obstacle au maintien des visites familiales, mais pas encore leur empêchement total.”

Comme n'importe qui le ferait, ces personnes continueront de rendre visite à leur fils jusqu'à ce que cela devienne totalement impossible et ceci quel que soit le coût de ces déplacements sur leur état de santé. Il est facile d'en appeler à des raisons humanitaires dans des situations aussi évidentes que

celles-ci. Mais nous ne voulons pas en appeler à des raisons humanitaires, nous en appelons au respect des droits qui sont violés et la reconnaissance du coût de cette violation : en contrepartie du droit à visiter leur fils, c'est leur souffrance qui est exigée.

Cette même décision continue avec un paragraphe que l'on retrouve dans toutes les autres :

“En ce qui concerne les visites des autres membres de la famille, les coûts ou les risques du déplacement ne supposent pas une affectation du droit à la vie familiale du condamné, car ils n'ont pas une envergure suffisante pour empêcher ou faire sérieusement obstacle à ces communications.”

Sur ce point, nous voulons signaler que parmi les allégations et circonstances d'un autre de ces recours, celui du prisonnier basque Iñaki Etxeberria Martin, figure l'accident qui a coûté la vie à l'une de ses proches, Sara Fernandez, alors qu'elle se rendait à la prison de Valdemoro pour lui rendre visite. Dans le même accident, la compagne d'un autre prisonnier politique basque incarcéré lui aussi à Valdemoro, a été très gravement blessée et est restée dans une situation très critique pendant plusieurs jours. Les rapports médicaux et tous les documents et certificats concernant cet accident étaient joints au recours. L'Audience Nationale ne fait pourtant nulle part la moindre mention d'un fait d'une gravité si grande qu'elle a coûté la vie à une personne.

Quand et comment l'Audience Nationale considérera-t-elle que les difficultés, les coûts et les risques de déplacement ont une envergure suffisante pour affecter le droit à la vie familiale ? Nous voyons que les difficultés n'existent pas puisqu'elles n'empêchent pas encore les visites. Les risques ne sont même pas pris en considération, même quand le résultat en a été la mort. Quel barème utilisera-t-elle pour calculer si les coûts dérivés de la dispersion affectent la vie familiale ? Une expulsion du domicile ? Un certificat de malnutrition ?

Mais l'Audience Nationale tente des justifications encore plus aberrantes:

“en certaines occasions il arrive qu'il convienne à certains prisonniers de ne pas se trouver dans des centres pénitentiaires proches de leurs parents et amis si ceux-ci maintiennent d'une façon ou d'une autre un contact avec l'organisation ce qui empêcherait sans aucun doute leur resocialisation”

Nous ne pouvons qualifier que d'aberration le fait de recourir à une accusation aussi grave pour tenter de justifier une violation de droits. Une accusation qui s'adresse à nous tous et toutes : tous les parents, amis et entourage des

prisonniers politiques basques parce que ce ne sont pas certains d'entre eux qui sont éloignés, ils le sont tous.

DROIT À LA SANTÉ

Le traitement du droit à la santé par l'Audience Nationale mérite une mention spéciale. Si, dans le cas des visites, un décompte sommaire de celles qui ont été effectuées lui suffit pour conclure que les droits ne sont pas affectés, elle procède de la même manière avec le droit à la santé en fournissant une liste des consultations médicales réalisées et des rapports remis par les Centres Pénitentiaires concernés.

Pour notre part, nous doutons fortement qu'un Centre Pénitentiaire émette un rapport qui récapitule ses propres négligences ou tout élément qui soit négatif pour lui. Ce qui est certain, c'est que les incessants changements de prison, l'interminable parcours bureaucratique nécessaire pour obtenir des consultations médicales extra-pénitentiaires et les énormes difficultés pour obtenir le suivi par un médecin de confiance font que les contrôles médicaux indispensables ne sont pas réalisés et que les traitements prescrits sont régulièrement suspendus. Pour tout cela, nous nous demandons si dans les rapports émis par les centres pénitentiaires, figurent aussi toutes les consultations qui n'ont pas pu avoir lieu.

Parmi les recours rejetés, se trouvent ceux de trois de nos proches qui sont atteints de maladies graves et incurables :

Garikoitz Arruarte Santa Cruz, détenu à la prison d'Almería, souffre de spondylarthrite ankylosante et uvéite antérieure dans les deux yeux.

Jose Miguel Etxeandia Meabe, détenu à la prison de Topas, Salamanca, souffre de troubles obsessionnels compulsifs avec un cadre aigu d'anxiété et d'hépatite C.

Iñaki Etxeberria Martín, también interno en la prisión de Topas, sufre Miopía magna con coriorretinégalement détenu à la prison de Topas, souffre de myopie majeure à longue évolution, hémorragie rétinienne de l'œil droit, aphakie de l'œil gauche, glaucome bilatéral.

Iñaki Etxeberria, avait déposé une plainte auprès du Tribunal de Vigilance en 2013 pour absence de contrôle médical pendant 17 mois. Et à nouveau, en août de cette année, pour absence de contrôle pendant 9 mois. Celle-ci et d'autres irrégularités sont exposées dans le recours présenté. Le Centre Pénitentiaire déclare pour sa part qu'il est suivi de façon normale.

En ce qui concerne l'assistance médicale, le rapport par les Services Médicaux du Centre Pénitentiaire de Topas montre de façon évidente que le détenu a un suivi normal de ses pathologies tant par l'assistance spécialisée que par l'infirmierie.

En raison de la gravité des violations de droit dans ce domaine, nous savons que le droit à la santé dans les prisons, et particulièrement en ce qui concerne les prisonniers atteints de maladies graves et incurables et à qui la libération prévue par la loi est refusée, mérite un rapport en soi. Ce rapport, que nous espérons pouvoir présenter prochainement, comprendra non seulement des faits concrets mais aussi les analyses de professionnels de la santé et du droit.

¿COMBIEN DE PERSONNES LA DISPERSION AFFECTE-T-ELLE?

Pour réaliser une analyse complète des conséquences de la politique de dispersion, il est indispensable de prendre en compte le nombre de citoyens affectés par cette politique pénitentiaire. Dans l'État espagnol, seuls 10 amis peuvent recevoir le droit de visite. Les prisonniers doivent faire une liste qui durera six mois. Passé ce délai, ils peuvent changer les noms figurant sur la liste. En prenant comme référence cette liste de 10 personnes, plus 6 parents directs pour chacun des 415 prisonniers politiques basques dispersés en ce moment, le nombre des personnes affectées en ce moment par la dispersion s'élève à 6.672, dont plus de 500 sont des enfants selon l'étude que nous sommes en train de réaliser.

Tout au long de ces 27 années, plus de 1.200 personnes ont été incarcérées et dispersées, ce qui signifie que plus de 20.000 personnes, parents et amis de prisonniers politiques basques, ont subi les conséquences de la dispersion.

EN GUISE DE CONCLUSION

Nous sommes des parents et amis de prisonnier-e-s politiques basques dispersé(e)s et éloigné(e)s. Nous n'avons pas choisi de l'être, nous le sommes, c'est tout. Mais nous avons bien choisi de ne pas abandonner nos proches après qu'ils ont été arrêtés et incarcérés, parce que nous ne voulons ni ne devons renoncer à notre droit aux liens affectifs ou à notre droit à la vie familiale.

Cela va bientôt faire 27 ans que la politique pénitentiaire actuelle est appliquée. Depuis la position que nous occupons malgré nous, nous avons souvent signalé que cette politique pénitentiaire est mise en pratique selon deux axes parallèles. Celui qui est dirigé contre nos proches emprisonnés et celui qui est dirigé contre nous comme instrument de pression et de chantage sur eux. Les deux, avec une finalité politique bien évidente. Les deux supposent l'application d'une peine supplémentaire qu'aucun tribunal n'a jamais prononcée.

Quatre ans se sont écoulés depuis que l'organisation ETA a annoncé qu'elle abandonnait la lutte armée. L'espoir que cette décision allait ouvrir un nouveau scénario en Euskal Herria s'est heurté à l'immobilisme des gouvernements espagnol et français, reflété de la façon la plus criante dans le domaine pénitentiaire. Nous pourrions dire que notre situation est la même qu'il y a 10 ans, et la même qu'il y a 20 ans. Ce qui est certain, c'est que chaque week-end, quand nous nous dirigeons vers notre voiture, vers l'autobus ou vers la gare, nous ajoutons la charge de ce vendredi à celle de tous les vendredis qui se sont écoulés depuis 27 ans.

Les secteurs et partis politiques qui exigent le maintien de la politique de dispersion le font en assurant que celle-ci a donné de nombreux fruits jusqu'à maintenant. Nous pouvons assurer que c'est le cas : la dispersion a porté ses fruits, mais uniquement dans une stratégie de vengeance. La dispersion nous a fait payer un prix très lourd, 27 années de souffrance, la vie de 16 d'entre nous, des années de santé et de désastre financier pour toutes les familles touchées. Mais elle n'a pas apporté la paix à une société qui en a grandement besoin.

En interpellant les institutions ou les acteurs politiques, sociaux et syndicaux, nous cherchons l'engagement et la responsabilité. La politique de dispersion viole les droits essentiels et doit être désactivée au plus vite. Parce que les bénéfices politiques peuvent être accordés en guise de récompense, ou supprimés en guise de châtement ; ils peuvent être soumis à des conditions, des compensations ou des contreparties. Les droits humains, jamais. La Paix non plus.

ANNEXE 1

LES ACCIDENTS EN 2013, 2014 ET 2015



2012. Le 28 janvier,

un proche du prisonnier politique **Arkaitz Agote**, au retour d'une visite à la prison de Huelva. La voiture a glissé en raison de l'état de la route, a fait plusieurs tours sur elle-même et a heurté la barrière médiane.

2012. Le 3 février,

trois amis du prisonnier politique **Gorka Betolaza** alors qu'ils se rendaient à la prison de Cáceres. À la hauteur de Valladolid, ils ont heurté une barrière latérale en essayant d'éviter un obstacle sur la route.

2012. Le 5 février,

Un ami du prisonnier politique **Joseba Esparza**, un ami du prisonnier politique Xabier Rey et la sœur du prisonnier politique Joseba Lerin au retour de la prison de Puerto III. Ils ont glissé sur une plaque de verglas et heurté la barrière latérale.

2012. Le 4 mars,

trois amis du prisonnier politique **Patxi Uranga** au retour de la prison d'Alacant. Ils ont perdu le contrôle du véhicule en glissant sur un liquide répandu sur la route.

2012. Le 28 avril,

une amie du prisonnier d'Atarrabia **Txetxu Barrios** et un oncle du prisonnier **Iñaki Beaumont**, au retour de la visite à la prison d'Albolote de Granada. Ils ont perdu le contrôle de leur véhicule et ont heurté un arbre.



Accident des familles Barrios et Beaumont.

2012. Le 29 avril.

Deux amis des prisonniers basques **Oscar Calabozo** (Tarpaga) et **Gorka Vidal** (Zaratamo) et la sœur du prisonnier politique **Iñaki Alonso** (Portugalete) au retour de la visite à la prison de Córdoba. Ils ont perdu le contrôle du véhicule et heurté une barrière médiane. L'un d'eux a eu un traumatisme crânien. Les trois ont dû porter une minerve pendant plusieurs jours.

2012. Le 29 avril.

Quatre membres de la famille du prisonnier politique de Gasteiz **Iñaki Arakama**, en se rendant à la prison de Valdemoro-Madrid. Ils ont perdu le contrôle de leur véhicule et heurté la barrière médiane.

2012. Le 13 juin,

Les parents de la prisonnière politique **Maite Aranalde**, au retour de la visite à la prison de Poitiers-Vivonne, dans l'État français. Ils ont heurté la barrière centrale en tentant d'éviter un camion qui manoeuvrait.



État dans lequel est restée la voiture de la famille du prisonnier Mikel Egibar..

2012. Le 4 août.

Une fille du prisonnier politique Ventura Tomé, deux amis des prisonniers **Peio Olano** et **Jon Troitiño** et le fils de 10 ans du prisonnier politique **Mikel Izpura**. La fourgonnette dans laquelle ils se trouvaient a été emboutie par un camion qui faisait marche arrière. Il s'agissait d'une fourgonnette des conducteurs solidaires de Mirentxin, dont deux se trouvaient également dans le véhicule.

2012. Le 7 août.

La compagne et les enfants du prisonnier politique basque **Mikel Egibar** ont eu un grave accident au retour de la visite à la prison de Zuera. Ils ont heurté un camion. Lors de cet accident, l'un des plus graves de cette période, les pompiers ont dû intervenir pour désincarcérer les occupants de la voiture. La compagne de Mikel Egibar a été hospitalisée pendant plusieurs jours, de même que ses fils qui souffraient de blessures diverses. Tous les trois ont mis longtemps à récupérer et ont subi plusieurs opérations chirurgicales.

2012. Le 11 août.

La compagne et un ami du prisonnier **Mattin Olzomendi** au retour de prison d'Uzerche (État français). Leur voiture a été emboutie dans un bouchon.

2012. Le 15 septembre.

La mère, deux sœurs et un neveu de quatre ans du prisonnier d'Elorrio **Txomin Lesende**, sur la route de la prison de Badajoz. Elles ont perdu le contrôle du véhicule, et en l'absence de barrière médiane se sont retrouvées sur la voie inverse.

2012. Le 17 novembre.

Trois amis des prisonniers politiques basques **Ines del Rio** et **Josu Bravo**, sur le chemin de la prison de Curtis-Pontevedra. Ils ont perdu le contrôle de leur véhicule à cause de la pluie, heurté une barrière et traversé la voie opposée jusqu'au fossé.

2013. Le 1er février.

Trois amis du prisonnier politique **Mitxel Turrientes**, sur la route de la prison de Herrera. Aux environs de Burgos, ils ont perdu le contrôle de leur véhicule en raison du mauvais état de la route, du gel et de la grêle.

2013. Le 24 mars.

Des amis du prisonnier politique d'Usansolo **Jabi Martinez**, au retour de la prison de Jaen II. Ils ont été emboutis à l'arrière par une autre voiture.



Accident des amis du prisonniers Javi Martinez.

2013. Le 30 mars.

Deux amis du prisonnier politique **Jon Crespo**, alors qu'ils se rendaient à la visite à la prison de Topas-Salamanca. Ils n'ont pas été blessés.

2013. Le 20 avril.

La fille et le frère du prisonnier politique **Bigarren Ibarra**, alors qu'ils se rendaient à la prison de Monterroso-Lugo. La fille de Bigarren Ibarra a eu un traumatisme au thorax.

2013. Le 25 mai,

Deux amis du prisonnier politique **Ibai Peña**, alors qu'ils se rendaient à la visite à la prison de Teruel. Ils ont heurté une autre voiture en tentant d'éviter un cerf.

2013. Le 2 septembre.

La mère et une cousine du prisonnier politique basque **Asier Aginako**, alors qu'ils se rendaient à la prison d'Aranjuez. Elles ont été heurtées à l'arrière par un tout-terrain qui a éjecté leur voiture de la route. Elles ont toutes les deux eu des traumatismes cervicaux et lombaires.

2013. 25 octobre.

La compagne et le fils du prisonnier politique basque **Julen Mujika** alors qu'ils se rendaient à la prison de Muret-Seysses. Le pneu d'un camion qui roulait devant eux a éclaté. Un débris a crevé un pneu et perforé le radiateur de leur voiture.

2014. Le 8 février,

Trois amis des prisonniers politiques basques **Harriet Iragi** et **Raúl Alonso**, alors qu'ils se rendaient à la prison de Castellón II. Ils ont heurté un sanglier qui avait surgi sur la route.

2014. Le 1er mars.

La compagne du prisonnier politique basque **Anartz Oiartzabal**, au retour de la prison de Villabona-Asturias. Un pneu de sa voiture a éclaté.

2014. Le 22 mars,

Des parents des prisonniers politiques **Gaizka Astorkizaga**, **Txente Askasibar** et **Xabier Ugarte** sur la route de la prison de Topas, à 450 km de chez eux. Ils ont heurté un très gros chien qui traversait l'auto-route.

2014. Le 7 juin,

Trois amis de la prisonnière politique d'Errenteria Maitane Linazasoro, sur la route de la prison de Topas. Deux chevreuils ont surgi devant eux sur l'autoroute. Le conducteur a pu éviter le premier mais pas le second.

2014. Le 14 juin,

Des amis du prisonnier politique de Galdakao **Iker Lima** sur la route de la prison de Cáceres. La voiture qu'ils conduisaient a heurté une roue de camion abandonnée sur l'autoroute.

2014. Le 2 juillet,

Des membres de la famille du prisonnier politique **Oscar Cadenas** ont eu un accident au retour de la prison de Murcia II. La voiture est entrée en collision avec un camion.

2014. Le 4 juillet,

Des amis du prisonnier politique basque **Jesús Mari Etxebarria**, au retour de la prison de Puerto III-Cadiz. Un camion a perdu une partie de son chargement qui a heurté son réservoir, lequel a été percé. Les voitures qui suivaient ce camion ont subi une collision en chaîne.

2014. Le 19 juillet,

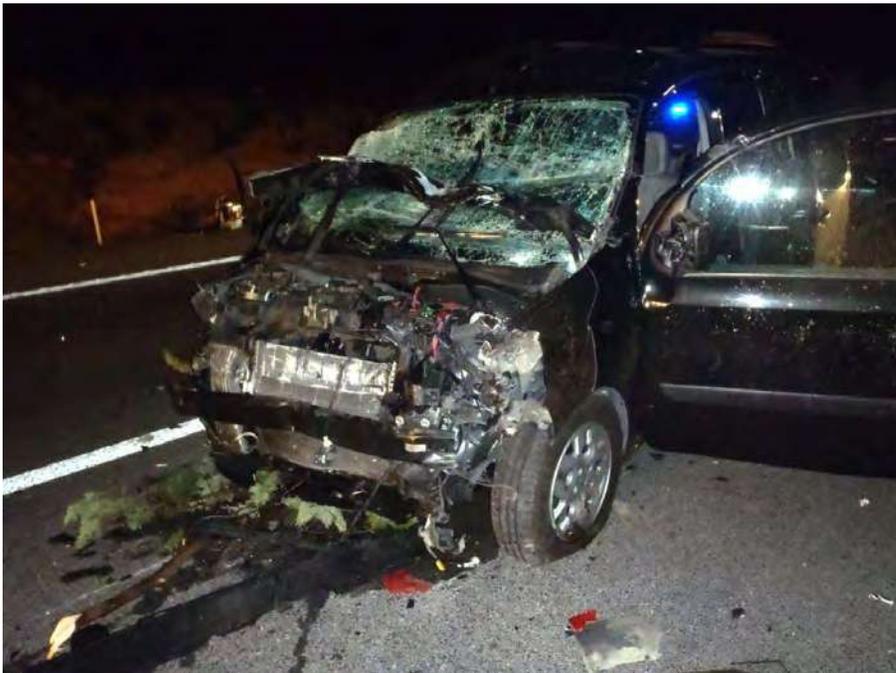
La furgoneta de conductores voluntarios Mirentxin que viajaba a la prisión alicantina de Villena, al perder el control y chocar contra una pared.

2014. Le dernier week-end d'août,

Le dernier week-end d'août. Deux membres de la famille d'un prisonnier politique basque incarcéré à Granada en se rendant à la visite. Ces deux personnes ont demandé expressément que leur identité ne soit pas révélée, de façon à ce que leur proche emprisonné n'apprenne pas la nouvelle. Une attitude assez habituelle qui tente de protéger le prisonnier de l'angoisse liée à chaque visite.

2014. Le 14 septembre,

Trois membres de la famille du prisonnier politique **Ugaitz Pérez**, au retour de la prison de Castelló II. Un véhicule qui venait en sens inverse a perdu le contrôle, traversé la barrière médiane et les a heurtés. L'un des occupants du véhicule est resté hospitalisé pendant 12 jours et a dû subir une longue rééducation.



ANNEXE 2

Vote particulier du juge

Sáez Valcárcel



Audiencia Nacional
Sala de lo Penal
Sección 1ª
Recurso de apelación 884/2015
Juzgado Central de Vigilancia Penitenciaria

Voto particular que formula el magistrado Sáez Valcárcel.

Manifiesto mi discrepancia con la decisión de la Sala de desestimar el recurso de apelación formulado por la representación procesal del [REDACTED] porque (1) el cumplimiento de las penas de prisión lo mas cerca posible del domicilio familiar forma parte de los derechos del recluso, (2) la Administración Penitenciaria no puede alejar de manera sistemática y universal a una categoría de reclusos en atención a la naturaleza del delito, por ausencia de cobertura legal de la medida, (3) el alejamiento vulnera el derecho a la vida familiar que reconoce el Convenio Europeo de derechos humanos y (4) el alejamiento es una medida coactiva de corrección o de búsqueda de enmienda, que no puede considerarse como parte del tratamiento que debe estar orientado a la reeducación y la resocialización.

1.- El recluso como sujeto de derechos.

La Constitución proclama en su artículo 25.2 que el condenado a pena de prisión gozará de los derechos fundamentales, a excepción de los que se vean expresamente limitados por el contenido de la sentencia, el sentido de la pena y la ley penitenciaria. Es decir, el recluso es sujeto de derechos, sólo se ve privado de la libertad deambulatoria y de aquellas facultades que resulten afectadas por el contenido de la pena (inhabilitación para el ejercicio de ciertos derechos) o sean incompatibles con ella. De ahí que la actividad administrativa penitenciaria haya de respetar la personalidad humana y los derechos e intereses jurídicos de los internos, quienes podrán ejercitar todos los derechos fundamentales, tanto los civiles y políticos, como los sociales, económicos y culturales (artículo 3 de la Ley orgánica general penitenciaria). El principio inspirador del cumplimiento de las penas de prisión es la condición de titular de derechos del recluso, quien no puede ser excluido de la sociedad, de la que continúa formando parte, por ello la vida en prisión -dice literalmente el artículo 3 del Reglamento penitenciario- ha de tomar como referencia la vida en libertad.

Este es el marco constitucional en que debe desenvolverse el debate sobre la existencia, contenido y alcance de los derechos de una persona presa, del que hemos de partir para motivar la decisión sobre la pertinencia de la pretensión del recurrente de que se le traslade a un centro penitenciario próximo a su domicilio y al lugar donde moran sus familiares.

2.- Derecho a cumplir la pena de prisión en establecimiento penitenciario cercano al domicilio familiar. Principio resocializador.

La Administración no puede decidir a su arbitrio la distribución de los condenados, debe respetar determinados límites y obligaciones que la legalidad le impone, en desarrollo del principio constitucional de la reinserción social al que deben estar orientadas las penas privativas de libertad. La Ley penitenciaria establece que la Administración deberá contar con los centros suficientes para evitar el desarraigo social del penado (artículo 12). Porque el régimen de vida en prisión ha de tomar como marco de referencia la vida en libertad, la actividad administrativa



debe tender a reducir al máximo los efectos nocivos del internamiento, favoreciendo para ello los vínculos sociales (artículo 3.3 del Reglamento penitenciario).

La Ley Penitenciaria también establece en su artículo 59.2 que el tratamiento pretende hacer del interno una persona con capacidad de vivir respetando la ley penal, y, para ello, se intentará desarrollar una actividad en la prisión que propicie el respeto a uno mismo y la responsabilidad individual y social con relación a su familia. Para alcanzar estos objetivos es preciso que el recluso resida en una cárcel situada en el lugar de la residencia familiar. A mayor abundamiento, si para individualizar el tratamiento y proceder a la clasificación se debe tener en cuenta el medio al que probablemente retornará (artículo 63 de la Ley), se hace necesario que el contacto del condenado con dicho medio social sea continuo.

El artículo 8 del Convenio Europeo de derechos humanos reconoce el derecho a la vida familiar, que en el ámbito penitenciario significa que la ubicación de la población reclusa y el destino de los internos no puede quedar a la entera discrecionalidad de la Administración, porque la posibilidad de la familia de visitar a su pariente preso es un elemento esencial para el mantenimiento de la vida familiar, como ha declarado el Tribunal Europeo de derechos humanos, encargado de definir el alcance de las obligaciones de los Estados. En el propio contexto del Consejo de Europa se establece que los reclusos deben estar repartidos, en la medida de lo posible, en prisiones situadas lo más cerca posible de su domicilio (Recomendación REC (2006) 2 del Comité de Ministros, sobre Reglas penitenciarias europeas, apartado 17.1). Y en el ámbito de Naciones Unidas se pauta que, a solicitud de la persona detenida o presa, será mantenida, en la medida de lo posible, en un lugar de reclusión situado a una distancia razonable de su lugar de residencia habitual (artículo 20 del Conjunto de principios para la protección de todas las personas sometidas a cualquier forma de detención o prisión, Asamblea General, Resolución 43/173 de 9 diciembre 1988). Y también se contempla el deber de los Estados de velar, particularmente, por el mantenimiento y la mejora de las relaciones entre el preso y su familia (Reglas mínimas para el tratamiento de los reclusos de Naciones Unidas, apartado 79, Consejo Económico y Social, resoluciones 663C (XXIV) de 31 julio 1957 y 2076 (LXII) de 13 mayo 1977).

Del conjunto de esas normas se infiere que el recluso retiene la titularidad de su derecho a la vida familiar, siendo condición o garantía de su desenvolvimiento el que sea destinado a una cárcel próxima al domicilio de su familia. Sólo circunstancias relacionadas con la insuficiencia de medios del Estado pueden explicar, que no justificar, el alejamiento de un preso. Cualquier otra finalidad a la que se quiera atender con el extrañamiento del domicilio familiar debe estar prevista en la ley, al limitar derechos de una persona presa, especialmente vulnerable y, por ello, objeto de consideración por parte del Estado de derecho.

Además, el cumplimiento en un centro lo más cercano posible al domicilio familiar no es incompatible con el contenido de la pena, por el contrario es un requerimiento del mandato resocializador, cuyo auténtico sentido en el Estado de derecho es no potenciar la desocialización que genera el encierro. (El órgano jurisdiccional encargado de amparar los derechos de los presos ante la actividad administrativa de ejecución de las penas privativas de libertad no puede ir más allá de reconocer el derecho al no alejamiento y el consiguiente traslado a un centro cerca de su domicilio, respetando la competencia originaria de gestión de recursos y asignación de plazas que corresponde a la Secretaría General de Instituciones penitenciarias.)

El artículo 25.2 de la Constitución proclama que las penas privativas de libertad estarán orientadas a la reeducación y reinserción social. Dejando al margen el debate inconcluso acerca de su consideración como derecho del interno, interés jurídico, regla de garantía, norma programática, principio constitucional o simple principio orientador, lo cierto es que estamos ante una norma jurídica constitucional que obliga a la Administración penitenciaria y al órgano jurisdiccional competente.



para controlar sus actos y tutelar los derechos de los presos. La doctrina del Tribunal Constitucional, siempre atenta a determinar su propio ámbito de conocimiento y a no desbordar el campo de la legalidad constitucional, ha señalado que aunque este principio "no constituya un derecho fundamental (ello) no significa que pueda desconocerse en la aplicación de las leyes, y menos aún cuando el legislador ha establecido, cumpliendo el mandato de la Constitución, diversos mecanismos e instituciones (...) dirigidos (...) a garantizar dicha orientación resocializadora, o, al menos, no desocializadora" (STC 112/1996, a propósito de los permisos de salida). Porque la reinserción social "constituye un principio de actuación del derecho penal (...) que se erige como límite de su actuación en la ejecución de la pena para evitar sea utilizado para causar más daño a la persona que el derivado de su privación de libertad y que desatienda a las necesidades del interno. (...) obliga al legislador y aplicador del derecho a diseñar una política penitenciaria y a la interpretación de la misma, respectivamente, que tenga en cuenta que el interno deberá retornar a la libertad y no deberá ser aislado del contexto social, lo que satisfaría la reinserción" (STS 1667/1998, de 28 diciembre, que razona a partir de la pauta elaborada por la doctrina constitucional). Es más, de este principio penal, operativo en la ejecución de la pena de prisión, el Tribunal Supremo afirma que "surge un derecho del interno a la aplicación de las instituciones que el legislador, desarrollando la Constitución, ha establecido".

Por lo tanto, a consecuencia del principio de reinserción el recluso tiene derecho a que los tribunales le amparen para garantizar que cumple la pena en un centro penitenciario lo mas próximo posible a su domicilio familiar, salvo que la Administración tenga habilitación legal para adoptar una limitación o restricción de su derecho.

Como estamos ante una materia relacionada con los derechos fundamentales del recluso en un establecimiento penitenciario para el cumplimiento de una condena, resulta ociosa la discusión sobre la competencia del órgano jurisdiccional llamado a dar respuesta a las pretensiones del recurrente, porque no se trata de una simple cuestión sobre la gestión de los medios y la ubicación de los internos, sino ante actos de la Administración penitenciaria en desarrollo de un programa de alejamiento de sus domicilios que afecta a todos los condenados por delitos de criminalidad terrorista -al margen de su integración o no en una organización-, como se reconoce en la argumentación que soporta la decisión de la mayoría.

3.- El alejamiento es una intervención administrativa en el régimen de vida del condenado a penas de prisión que carece de cobertura en la ley.

El alejamiento supone una aflicción añadida a la privación de libertad, ya que provoca un extrañamiento familiar y social superior al que el encierro genera por sí mismo. La lejanía dificulta con especial intensidad la relación del interno con sus familiares y amigos -hay estudios que así lo demuestran-, incrementa la soledad y el aislamiento propios de la reclusión. Alejamiento que se añade a un modo de vida caracterizado, en el caso de los condenados por delitos de criminalidad terrorista, por el sometimiento a régimen cerrado, la intervención de las comunicaciones y la ausencia de permisos de salida. De alguna de esas dificultades se hace eco esta resolución al resumir la pretensión y alegaciones del recurrente.

El principio de legalidad penal y penitenciaria exige que los poderes públicos actúen con la debida habilitación legal. Cualquier intervención de la Administración que afecte a los derechos o intereses legítimos del recluso debe contar con una mínima, pero precisa, cobertura legal. Así lo ha entendido el Tribunal Europeo de derechos humanos respecto a cualquier restricción del derecho del recluso al respeto de su vida privada y familiar, que solo puede ser aplicada de conformidad con la ley (sentencia Vintman contra Ucrania, de 23.10.2014, párrafo 84, en adelante STEDH). Para que la injerencia en un derecho protegido por el Convenio sea compatible con este ha de hallarse prevista en la ley, una exigencia del principio



de legalidad que establece como cláusula de orden público el artículo 8.2. Esta es una cuestión fundamental en el caso, porque la Administración y las resoluciones del juez y de este tribunal han eludido el problema; el distanciamiento del recurrente de su lugar de residencia y el apartamiento de su familia, también el del resto de condenados por delitos de terrorismo, es una decisión que no está prevista en una norma y que contradice expresamente los mandatos legales que obligan a la autoridad administrativa encargada de la gestión de la reclusión de los condenados a evitar el desarraigo, favorecer sus vínculos sociales, mantener y mejorar las relaciones familiares y, para ello, purgar la pena en un lugar de reclusión cercano a su domicilio o situado a una distancia razonable de la localidad de residencia.

Como establece la Constitución, los derechos y libertades fundamentales vinculan a todos los poderes públicos y sólo por ley, que deberá respetar su contenido esencial, podrá regularse su ejercicio (artículo 53). En cualquier caso, no se contempla la suspensión de derechos para los condenados por delitos de terrorismo -aunque se prevé la suspensión de los derechos a la libertad física, domiciliaria y de las comunicaciones en supuestos de delitos de terrorismo únicamente en la investigación (artículo 55). Por lo tanto, los derechos de los reclusos solo pueden restringirse cuando lo dispongan las leyes (como reitera el artículo 3.2 del Reglamento penitenciario), como consecuencia de ello, la actividad penitenciaria se ejercerá siempre dentro de los límites establecidos por la ley (artículo 2 de la Ley general penitenciaria).

4.- El alejamiento vulnera el derecho a la vida familiar según los estándares del derecho europeo.

Como hemos apuntado, el Convenio Europeo de derechos humanos reconoce el derecho a la vida familiar de los presos en su artículo 8. Y el Tribunal Europeo, órgano de control permanente, de garantía de los derechos y jurisdicción obligatoria para los Estados parte, ha fijado con carácter general de cosa interpretada, más allá del caso concreto, que aunque el Convenio no contenga un derecho de los presos a elegir el lugar de la detención, y la separación y alejamiento de la familia sean consecuencia inevitable de la reclusión, destinar a una persona a una prisión alejada de su familia hasta el extremo de que toda visita se haga muy difícil, incluso imposible, puede, en determinadas circunstancias, constituir una injerencia en su derecho a la vida familiar, porque la posibilidad de los miembros de la familia de visitar al detenido es un elemento esencial para el mantenimiento de la vida familiar (Decisión sobre admisión, caso Ospina Vargas contra Italia, de 6.4.2000). Se trata de un estándar mínimo europeo de un derecho fundamental del que es titular el condenado internado en un establecimiento penitenciario.

Para el respeto de la vida familiar es esencial que la Administración penitenciaria ayude al recluso a conservar el contacto con su familia (STEDH caso Messina contra Italia, 28.12.2000). La distribución de la población penitenciaria no debe permanecer a discreción de los órganos de la Administración, porque ha de tenerse en cuenta, de alguna manera, el interés de los penados en mantener vínculos familiares y sociales; es por ello que el Tribunal ha llegado a condenar al Estado demandado por la asignación de personas recluidas en una prisión remota de sus familias (casos Khodorkovskiy y Lebedev contra Rusia, de 25.7.2013, párrafo 850, y Vintman contra Ucrania, citada, párrafo 78; esta sentencia menciona expresamente la regla penitenciaria 17.1 recogida en la Recomendación del Consejo de Europa antes citada).

De esta manera, en el Convenio Europeo, que forma parte de nuestro ordenamiento jurídico con primacía sobre la ley (artículo 96.1 de la Constitución), se sustenta un derecho resistente del recluso frente a la discrecionalidad administrativa, en materia de decisiones sobre su destino a una cárcel concreta, con el objetivo de preservar, facilitar y mejorar sus relaciones familiares.



El distanciamiento del recurrente vulnera, sin cobertura específica de la ley, el derecho a la vida familiar así configurado como parte del espacio público europeo.

5.- Como medida de tratamiento es incompatible con la libertad de la persona.

En la resolución de la mayoría se afirma que el acercamiento al domicilio familiar podría "impedir" el derecho de los internos a su resocialización si los parientes y amigos tienen o han tenido relación con la organización terrorista. Parece latir aquí una noción de reeducación y reinserción social que la Administración podría imponer en ejecución de su política criminal contra la voluntad del condenado.

Una concepción constitucional de esas dos figuras que menciona el artículo 25.2, según pautas que han elaborado la jurisprudencia constitucional y ordinaria y la doctrina, obliga a entender la reeducación como la obligación de la Administración de facilitar al recluso los medios necesarios para el desarrollo de su personalidad – alfabetización, estudios secundarios y universitarios, formación profesional, libros, espacios para la práctica de deportes y ocio-, y la reinserción social como un programa con dos vertientes, una de tratamiento que se dirige al condenado, que puede rechazar, para adquirir habilidades que le capaciten para vivir de manera digna en libertad respetando la legalidad, una vez cumplida la pena, y otra de mandato a los encargados de la ejecución penitenciaria para que minimicen los factores de desocialización y optimicen las posibilidades de contacto con el exterior, la familia y la sociedad. El distanciamiento de los presos de sus familias y de su lugar de residencia no puede contemplarse como una medida de tratamiento, porque es una imposición, una aflicción añadida a la privación de libertad, siendo sus consecuencias el agravamiento de la desocialización, dificultando, a veces de manera irreversible, las relaciones familiares.

Las ideas sobre la enmienda o corrección moral de los condenados no deberían ser compatibles con el Estado constitucional de derecho porque no respetan a la persona humana, ni la autonomía de su conciencia; el recluso tiene derecho a la libertad ideológica y de conciencia (artículo 16 de la Constitución), a pensar de manera diferente, a ser él mismo y a seguir siendo como es, en lo que a su conciencia se refiere, no en balde los derechos de libertad son derechos a la diferencia. El fin punitivo de la corrección coactiva resulta, desde esta perspectiva, jurídicamente inaceptable.

Por otro lado, la generalización del régimen de alejamiento de sus domicilios de las personas condenadas por una misma categoría de delitos, algo que contraviene la debida individualización del tratamiento que exige el artículo 62 de la Ley general penitenciaria, obvia que, en ocasiones, la cercanía a la familia y a los amigos puede convertirse en un mecanismo de conexión con una realidad social cambiante que rechaza la violencia terrorista, lo que podría propiciar procesos de reflexión en clave de reconocimiento del daño causado a las víctimas. Y, frente a la valoración positiva de la política penitenciaria en materia de terrorismo que se hace en el auto, habría que hacer notar que el alejamiento no ha alcanzado los objetivos que decía perseguir, la ruptura del interno con la organización criminal, y sin embargo provoca consecuencias perjudiciales para las familias que se ven obligadas a realizar durante años, las condenas son rigurosas, largos desplazamientos, con su coste en tiempo y dinero, para disfrutar de un breve encuentro con el condenado. Desde la perspectiva del tratamiento se echa en falta, en fin, una ponderación sobre la peligrosidad futura del recluso y el contexto de la criminalidad terrorista en el que cometió sus delitos, para valorar el cambio de las circunstancias, cambio que ha generado la renuncia definitiva de la organización a la que pertenecían al ejercicio de la violencia, que constituía el elemento específico del terrorismo.

6.- Conclusión.



La Sala debió estimar el recurso y reconocer el derecho del interno a ser ubicado en un centro penitenciario lo más próximo a su domicilio familiar o que se encuentre a una distancia razonable de su lugar de residencia, para propiciar el mantenimiento y la mejora de las relaciones con su familia, favorecer los vínculos sociales y evitar el desarraigo. Desde esta posición no puede compartirse que el acercamiento del recurrente sea una alternativa de política criminal competencia exclusiva del Gobierno, porque la decisión se desentiende del derecho del recluso a la vida familiar, según establece nuestro ordenamiento jurídico.

ANNEXE 3



**AUDIENCIA NACIONAL
SALA DE LO PENAL
SECCION PRIMERA**

**RECURSO DE APELACION 884/2015
EXPEDIENTE Nº 14/2003-55
JUZGADO CENTRAL DE VIGILANCIA PENITENCIARIA**

ILMOS/AS. SRES/AS. MAGISTRADOS/AS:

**D. Fernando Grande Marlaska Gómez (Presidente y Ponente)
Doña Manuela Fernández Prado
D. Javier Martínez Lázaro
D. Nicolás Póveda Peñas
D. Ramón Sáez Valcárcel
D. Fermín Javier Echarri Casi**

AUTO nº 971/2015

En la Villa de Madrid, a 24 de noviembre de dos mil quince

ANTECEDENTES DE HECHO

1.- El Juzgado Central de Vigilancia Penitenciaria, en el Expediente al margen reseñado dictó auto de fecha 18 de mayo de 2015 por el que desestimaba la queja formulado por el interno en el Centro Penitenciario de Topas (Salamanca) [REDACTED] [REDACTED], contra la denegación de su traslado al centro penitenciario de Zaballa (Araba), encontrándose en primer grado de tratamiento.

2.- Por el Letrada Sra. Carrera Ciriza, en nombre y representación del interno [REDACTED], mediante escrito de fecha 25 de mayo de 2015, formuló recurso de reforma contra la citada resolución, por entenderla no ajustada a derecho y perjudicial para los intereses del interno.

Con anterioridad a resolver sobre la misma, el Juzgado Central de Vigilancia Penitencia solicitó información al Centro Penitenciario, la cual le fue remitida haciendo constar las comunicaciones mantenidas con familia y amigos, con sus letrados, la asistencia médica recibida, y las actividades formativas y culturales solicitadas y cursadas.



3.- Dicho recurso fue desestimado por auto de 10 de julio de 2015. Por la citada defensa del interno se formuló contra aquél recurso de apelación mediante escrito de 1 de septiembre de 2015.

Dado traslado del mismo al Ministerio Fiscal, éste interesó su desestimación.

4.- Seguidamente fueron remitidas las actuaciones a este Tribunal, y una vez recibidas se incoó el correspondiente rollo que se turnó de ponencia y, previa deliberación y votación de la misma, se ha adoptado la presente resolución.

FUNDAMENTOS DE DERECHO

1.- Motivos del recurso.

Alega el recurrente en primer lugar, que la situación de destino penitenciario conlleva una vulneración de derechos fundamentales y penitenciarios, derechos internacionalmente reconocidos por la jurisprudencia. En segundo lugar, el Centro de cumplimiento determinado en el caso de autos, es del Topas (Salamanca) a casi 500 kilómetros de su domicilio familiar, lo que sitúa el debate jurídico en la existencia o no de vulneración de derechos, negando la resolución recurrida la existencia de esa vulneración. Se dificulta además, debido a la distancia el derecho a las comunicaciones y visitas de sus familiares, son desplazamientos de alto riesgo y de un elevado coste económico para los familiares, lo que origina una indefensión jurídica, vulneración del derecho de defensa e imposibilidad de asesoramiento jurídico rápido y eficaz para hacer frente a determinadas situaciones, se refiere igualmente como el alejamiento dificulta el acceso a los estudios, así como a la asistencia médica. Como esta situación de alejamiento físico del lugar de residencia conlleva una desestructuración familiar y desarraigo social y cultural. Como la medida de alejamiento del entorno familiar y social, no tiene encaje ni en la ley ni en el reglamento penitenciario, recogiendo en el auto afirmaciones que no son ciertas, como es el hecho de que los traslados estén en función de su clasificación, no siendo incompatible la reinserción con el cumplimiento en la cárcel más cercana a su domicilio, no es cierto que exista una base de un tratamiento individualizado, ya que se produce en el marco de un tratamiento político colectivo, produciéndose una situación de arbitrariedad, discriminación que evidencia la ausencia de cualquier



"tratamiento individualizado". Como esta situación vulnera una serie de preceptos constitucionales tales como los artículos 9, 10, 96, 14, 15, 17, 18, 24, 25, y 39, además de vulnerar la legislación penitenciaria (artículos 3 y 12 LOGP y 2, 3, 4, y 41 RP) y las normas internacionales (artículos 10 y 23 del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos; artículos 5, 7, 8 y 14 del Convenio Europeo de Derechos Humanos, y artículos 19 y 20 de la Resolución 43/173 de la Asamblea General de la ONU de 9 de diciembre de 1988) y demás normas ya expuestas en el escrito de interposición de la queja. Por último, contradice la jurisprudencia del Tribunal Europeo de Derechos Humanos (SSTEDH de 25 de octubre de 2013. Caso Khodorkovskiy y Lebedev contra Rusia; y de 23 de octubre de 2014. Caso Vintman contra Ucrania) que señalan que la determinación del destino de los internos en prisión debe respetar su derecho fundamental a la vida privada y familiar, existiendo el derecho de los presos a cumplir la condena cerca de sus domicilios porque así lo exige el derecho a la vida familiar.

2.- Competencia del Juez de Vigilancia Penitenciaria en materia de traslados.

El artículo 79 LOGP establece que: "corresponde a la Dirección General de Instituciones Penitenciarias del Ministerio de Justicia la dirección, organización e inspección de las instituciones que se regulan en la presente Ley, salvo respecto de las Comunidades Autónomas que hayan asumido en sus respectivos Estatutos la ejecución de la legislación penitenciaria y consiguiente gestión de la actividad penitenciaria". Dicho precepto debe ponerse en relación con el artículo 31 del Reglamento Penitenciario que dice: "1. *Conforme a lo establecido en el artículo 79 de la Ley Orgánica General Penitenciaria, el centro directivo tiene competencia exclusiva para decidir, con carácter ordinario o extraordinario, la clasificación y destino de los reclusos en los distintos establecimientos penitenciarios, sin perjuicio de las atribuciones de los Jueces de Vigilancia en materia de clasificación por vía de recurso.*

2. *Dicho centro directivo ordenará los traslados correspondientes en base a las propuestas formuladas al efecto por las Juntas de Tratamiento o, en su caso, por el Director o el Consejo de Dirección, así como los desplazamientos de los detenidos y presos que le sean requeridos por las autoridades competentes.*



3. *Los traslados se notificarán, si se trata de penados, al Juez de Vigilancia, y, si se trata de detenidos y presos a las autoridades a cuya disposición se encuentren.*

En este sentido, se ha pronunciado la jurisprudencia del Tribunal Constitucional (STC 138/1986, de 7 de noviembre) al señalar que *"no se atribuye al Juez de Vigilancia Penitenciaria la competencia para conocer de los recursos contra las Resoluciones de la Dirección General de Instituciones Penitenciarias que afecten al traslado de los penados de un establecimiento a otro; traslado que es atribución de ese organismo, por lo que deberá, en su caso, dilucidarse por la vía administrativa y agotada ésta, por los correspondientes recursos ante la jurisdicción contencioso-administrativa."*

También nuestro Tribunal Supremo (STS de 5 de diciembre de 1986) indicaba que *"lo establecido en el artículo 18 LOGP no es sino la ineludible consecuencia de las atribuciones reconocidas a los órganos penitenciarios, pues si les corresponde organizar las instituciones, gestionar la total actividad penitenciaria y fijar la ubicación de los establecimientos, lógicamente debe serles reconocida como función propia la distribución de los penados entre aquéllos, máxime cuando habrán de ser especialmente tenidos en cuenta, tanto la naturaleza de los Centros, como el número de plazas existentes; circunstancias que no podrá realmente ponderar el órgano jurisdiccional, debiendo además, añadirse que respecto de esta concreta actividad penitenciaria, de naturaleza administrativa, no tiene atribuida específica competencia el Juzgado de Vigilancia".*

En la misma línea, se han pronunciado diversas resoluciones del Tribunal de Conflictos de Jurisdicción, en concreto Sentencias 4/1995, 18/1998, 3/2002, 4/2004, y 10/2012, de 29 de mayo. En esta última, tras reconocer las competencias que legal y reglamentariamente le vienen siendo atribuidas a la Administración penitenciaria, y entre ellas la de distribuir la población reclusa entre los distintos establecimientos penitenciarios, y la concurrencia en el ejercicio de las mismas del principio constitucional de interdicción de la arbitrariedad, que abarca la posibilidad de que los actos administrativos sean susceptibles de control jurisdiccional ante la jurisdicción contencioso administrativa.



No menos común, sigue diciendo la misma resolución, es el reconocimiento de que una singular jurisdicción, la de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria, proyecta severas y estrictas garantías en casos y circunstancias legalmente configurados y siempre para salvaguardar –como atribución (y obligación) propia (y preferente)- los derechos fundamentales y los beneficios penitenciarios que el sistema confiere a los internos sujetos al régimen penitenciario.

En síntesis; a) la Administración Penitenciaria es la competente para resolver sobre el destino –inicial o por traslado- de los internos, sin perjuicio del control jurisdiccional ordinario a que están sometidos los actos administrativos.

b) el Juez de Vigilancia Penitenciaria no puede interferir el ejercicio de aquella competencia, pero si puede anteponer a ella su jurisdicción para salvaguardar los derechos fundamentales y beneficios penitenciarios del interno afectado.

El caso sometido a examen, se trataba de un traslado de un interno del Centro Penitenciario de Pamplona al de Teixeiro (A Coruña) por razones de "seguridad y buen orden del establecimiento", entendiéndose el Juez de Vigilancia Penitenciaria vulnerados los derechos del interno por insuficiente motivación de la medida, dejando sin efecto el traslado, decisión confirmada en apelación por la Audiencia Provincial, acudiendo la Administración Penitenciaria al Tribunal de Conflictos Jurisdiccionales que reprende de alguna manera a las partes que toda la documentación obrante en el expediente no fuera conocida con anterioridad por aquellas, tras determinar que "la competencia para resolver sobre el traslado de un interno corresponde, en los términos indicados a la Administración penitenciaria. La resolución administrativa no puede reputarse inmotivada a los fines de que el Juzgado de Vigilancia Penitenciaria afirme, primero, y mantenga, después, su jurisdicción. Debiendo haber aceptado el Juzgado el requerimiento de inhibición y no debió mantener su jurisdicción, al menos sin agotar el conocimiento cabal de los hechos que hoy obran en las actuaciones". En definitiva, fija la competencia de la Administración Penitenciaria para decidir acerca del traslado del interno.

De lo hasta ahora expuesto, cabe concluir que la posibilidad de control de la decisión de traslado por parte del Juez de Vigilancia Penitenciaria es ciertamente excepcional, sobre la base del artículo 76 LOGP, de tal manera que sólo podrá



operar, previa acreditación o constancia de que la resolución administrativa en cuestión ha producido una clara vulneración de los derechos fundamentales y penitenciarios del interno susceptible de ser corregida por la vía de traslado de Centro Penitenciario.

En el caso que nos ocupa, como ya recoge la resolución recurrida, no consta resolución administrativa previa sobre denegación de traslado, no habiendo agotado por tanto, la vía administrativa previa.

3.- Sobre la alegada vulneración de derechos fundamentales.

La defensa del interno alega que se ha producido la vulneración de los siguientes derechos fundamentales: derecho de comunicaciones y visitas, derecho de defensa y asesoramiento jurídico, derecho de asistencia médica, Derecho a la cultura y a la educación.

En este caso ninguna vulneración de derechos fundamentales con cobertura constitucional, u ordinaria, tanto a nivel nacional como internacional se ha producido, ni se han contravenido la jurisprudencia del Tribunal Europeo de Derechos Humanos, ni de ningún otro.

Es cierto que, el artículo 76 LOGP establece que: *"El Juez de Vigilancia tendrá atribuciones para hacer cumplir la pena impuesta, resolver los recursos referentes a las modificaciones que pueda experimentar con arreglo a lo prescrito en las leyes y reglamentos, salvaguardar los derechos de los internos y corregir los abusos y desviaciones que en el cumplimiento de los preceptos del régimen penitenciario puedan producirse.*

2. *Corresponde especialmente al Juez de Vigilancia: g) Acordar lo que proceda sobre las peticiones o quejas que los internos formulen en relación con el régimen y el tratamiento penitenciario en cuanto afecte o los derechos fundamentales o a los derechos y beneficios penitenciarios de aquéllos".*

Como dice la jurisprudencia contencioso-administrativo en la materia, que como hemos visto resulta la competente para solventar cuestiones como ésta, *"no existe entre los derechos reconocidos a los internos por la legislación penitenciaria, ni*



desde luego, en la Constitución, el derecho a ser destinado o mantenido en un determinado Centro Penitenciario, ni siquiera a uno próximo al del lugar de residencia habitual (artículo 3 LOGP), ni tampoco mandato alguno en tal sentido para la Administración. El artículo 12 Ley Orgánica General Penitenciaria, dentro del Título Primero "De los establecimientos y medios materiales", se limita a decir: 1. La ubicación de los establecimientos será fijada por la Administración penitenciaria dentro de las áreas territoriales que se designen. En todo caso, se procurará que cada uno cuente con el número suficiente de aquéllos para satisfacer las necesidades penitenciarias y evitar el desarraigo social de los penados". Por tanto, al margen de que su conveniencia- o no-, desde una perspectiva de reeducación y reinserción social del interno, su destino variará en función de cada caso concreto (STSJ de Madrid. Sala de lo Contencioso-Administrativo de 24 de julio de 2013).

Y sigue diciendo la citada resolución: "No puede olvidar el recurrente, además, y a mayor abundamiento, que como afirma la Sentencia del Tribunal Constitucional 28/1998, de 23 de febrero: "Este Tribunal se ha ocupado en numerosas ocasiones en interpretar el inciso del artículo 25.2 de la Constitución Española invocado por el recurrente. Ya en el ATC 15/1984, dijimos que dicho precepto "no contiene un derecho fundamental, sino un mandato del constituyente al legislador para orientar la política penal y penitenciaria, mandato del que no se derivan derechos subjetivos". Además, dicho precepto, no prejuzga, ni condiciona la decisión penitenciaria relativa al lugar de cumplimiento de la condena que se adopte en cada caso concreto, atendiendo, a las circunstancias personales del interno."

La resolución de la Sala de lo Contencioso-Administrativo, a la que venimos haciendo referencia desestimó el recurso, ya que la decisión de la Junta de Tratamiento era proporcionada y razonable, pudiendo adoptar la misma la Administración en el ámbito de la discrecionalidad que tiene atribuida para el cumplimiento de sus fines. Aludía asimismo a que no existía infracción del derecho a la igualdad (artículo 14 CE) ni del artículo 24 de la Constitución, que contiene un elenco de garantías procesales que son trasladables al ámbito administrativo cuando la decisión administrativa se inserte en un procedimiento sancionador o tenga esta naturaleza, algo que, desde luego, no acontece en el supuesto de autos.

Tanto en la Sentencia citada, como en otras (STSJ de Madrid. Sala de lo Contencioso-Administrativo de 8 de marzo de 2013), se concluye que: "no se



reconoce en nuestro ordenamiento jurídico un derecho subjetivo a favor de los internos y presos para el cumplimiento de sus condenas en centros penitenciarios cercanos a la localidad de su entorno familiar y afectivo; corresponde a la Administración Penitenciaria decidir en cada caso atendiendo a las circunstancias concretas de la organización penitenciaria y personales del penado, pues no puede olvidarse que el cumplimiento de la condena impone un tratamiento individualizado”.

Según el artículo 1 LOGP, tres son las finalidades de las Instituciones Penitenciarias: la retención y custodia de los detenidos, presos y penados; la reinserción social de los sentenciados a penas privativas de libertad y la tarea asistencia de ayuda para internos y liberados, que el Reglamento Penitenciario hace extensiva a sus familiares, en colaboración con las instituciones y asociaciones públicas y privadas dedicadas a estas finalidades.

El régimen de ejecución de las penas privativas de libertad, es el llamado sistema progresivo o de individualización científica y como parte integrante de ese régimen de ejecución estará la decisión acerca del destino del interno. Decisión que compete, con carácter exclusivo-sin perjuicio de su ulterior revisión jurisdiccional- a la Administración (artículo 31 Reglamento Penitenciario) y para la que, además, deberá tomarse en consideración factores tales como las disponibilidades materiales de los Centros, características de éstos y directrices de la política general penitenciaria en cada momento, variables en función de las circunstancias, siempre y cuando tales decisiones se produzcan “con las garantías y dentro de los límites establecidos por la ley, los reglamentos y la sentencia” (artículo 2 LOGP).

Resulta además ilógico, tal y como pretende el recurrente, argumentar que esta situación se produce en el marco de un tratamiento político colectivo, produciéndose una situación de arbitrariedad que evidencia la ausencia de cualquier “tratamiento individualizado”, cuando es el propio interno el que voluntariamente rechaza su sometimiento al mismo.



La revisión de la solicitud de traslado de Centro Penitenciario es competencia de la Dirección General de Instituciones Penitenciarias establecida en el artículo 80 del Reglamento Penitenciario, que como cualquier acto administrativo deberá motivarse y acreditar las razones en que se funde, pudiendo ser examinados por la jurisdicción Contencioso Administrativa en cuanto a su conformidad a Derecho.

En definitiva, la resolución recurrida no hace otra cosa que conciliar estos preceptos, al admitir que cuando se haya producido una afectación de los derechos fundamentales del penado y exclusivamente en ese caso el Juez de Vigilancia Penitenciaria podrá excepcionalmente entrar a corregirse una decisión que afecte al traslado del interno. Este criterio debe mantenerse si bien añadiendo que la resolución, que en esta materia puede dictarse en el ámbito penal, debe limitarse, para el caso de que se estime la afectación de un derecho fundamental del penado, a requerir a la Administración Penitenciaria para que restablezca el derecho afectado sin llegar a asignar al penado en uno u otro establecimiento, que deberá de concretar la Administración.

3.1 Sobre las circunstancias alegadas por el recurrente

Alega el recurrente una serie de derechos vulnerados, como el derecho de comunicaciones y visitas, el derecho de defensa y asesoramiento jurídico, el derecho de asistencia médica, y el derecho a la cultura y a la educación.

Las resoluciones recurridas, rebaten de manera individualizada la inexistencia de tales vulneraciones. Estamos en presencia de un interno que cumple una condena acumulada de 30 años de prisión por un delito de pertenencia a organización terrorista, asesinato terrorista y otros, estando en la actualidad clasificado en primer grado, no constando haberse apartado de la organización terrorista.

Las fechas de cumplimiento son las siguientes: un cuarto (14 de agosto de 2005), mitad de la pena (13 de diciembre de 2011), dos tercios (13 de abril de 2015), tres cuartas partes (11 de diciembre de 2016) y las cuatro cuartas partes (10 de diciembre de 2021).



Así, en cuanto al **derecho de comunicaciones y visitas**, el informe del Director del Centro Penitenciario de Topas (Salamanca), pone de manifiesto que el interno, en el período comprendido entre el 1.12.2012 y el 29.12.2014 ha venido disfrutando de manera habitual de las comunicaciones ordinarias por locutorio con la frecuencia que establece el artículo 42 del Reglamento Penitenciario, tanto con amigos, como con familiares, según aparece en los listados remitidos por el Centro Penitenciario. En el Informe se indican en ese período un total de 77 comunicaciones, no obviando las comunicaciones especiales, familiares e íntimas, como las comunicaciones por locutorios. El interno, viene además realizando comunicaciones vis a vis, íntimas y familiares, con total regularidad y frecuencia mensual (artículo 45.4 y 4 Reglamento Penitenciario), autorizándole el Centro Penitenciario a acumular diferentes modalidades de comunicación en el mismo día (ordinaria y especial) para favorecer los vínculos familiares. Por último, cuenta además con comunicaciones telefónicas en número superior al máximo prevenido en el artículo 47 del Reglamento Penitenciario, y con comunicaciones escritas en los términos del artículo 46. Constan en el Expedientes diversos anexos acreditativos de las distintas comunicaciones mantenidas, así como de su periodicidad (folios 49 a 101). La situación de los familiares en cuanto a un hipotético impedimento de desplazamiento al lugar del Centro Penitenciario, ya sea por razones de edad, de estado de salud, u otras de tipo económico, se solventan con los permisos extraordinarios que puede solicitar el interno, sin perjuicio de que aquellos rechacen el tratamiento penitenciario, en cuyo caso las dificultades o trabas para el ejercicio de este derecho, serían una consecuencia de la propia voluntad del interno.

Por lo que al **derecho de defensa y asesoramiento jurídico interno**, se refiere, dispone de todas las vías de comunicación previstas en la Ley y en el Reglamento Penitenciario (artículos 48 (ordinarias), 46.6 (escritas) y 47 RP (telefónicas), sin que conste vulneración alguna de aquellos.

En cuanto a la **asistencia médica**, el informe emitido por los Servicios Médicos del Centro Penitenciario de Topas ~~pone de manifiesto~~ que al interno se le viene atendiendo con normalidad de sus patologías, tanto de asistencia especializada, como de enfermería, con acceso a su historia clínica, recogiendo las enfermedades que padece que por otro lado son las indicadas en el escrito de recurso, sin que conste impedimento alguno para el seguimiento de las mismas en el Centro



Penitenciario, por lo que no se objetiva desviación ni vulneración de lo prevenido en los artículos 36 a 40 LOGP y 207 y ss. RP. En definitiva, el derecho a la asistencia sanitaria no puede verse quebrantado por el hecho de que el penado esté destinado en un Centro Penitenciario fuera de la Comunidad Autónoma de la que es originario, existiendo además el acceso a la sanidad pública en cualquier centro del territorio nacional, sin que las invocaciones genéricas de aquél, puedan poner en duda la plena disponibilidad del derecho que nos ocupa.

Por último, en relación al **derecho a la cultura y a la educación**, consta como el mismo se encuentra matriculado en grado de Filosofía en la UNED, manteniendo las actividades académicas que le son inherentes, no constando tampoco vulneración alguna en este aspecto.

A mayor abundamiento, si bien es cierto que el cumplimiento de las penas privativas de libertad está orientado a la reinserción de conformidad con los principios constitucionales y, por ende, sólo cabe un tratamiento individualizado orientado a la misma; de modo que solo si el cumplimiento en Centro Penitenciario próximo favorece o se dirige a la finalidad de reinserción sería necesario que la autoridad competente (Secretaría General de Instituciones Penitenciarias) acordara el traslado correspondiente, pero, no lo es menos que, puede darse la situación inversa, es decir, que la finalidad constitucionalmente perseguida sea incompatible con el cumplimiento en el Centro Penitenciario solicitado, siendo ésta particular situación la que se produce respecto de los internos condenados por delitos de terrorismo o relacionados con ETA mientras no conste su desvinculación de aquella, en tanto en cuanto, la ruptura de vínculos es precisamente la que persigue o conlleva su reinserción, situación que no se ha producido en el caso de autos.

Tampoco, por su propio tenor, existe vulneración alguna de la Ley 23/2014, de 20 de noviembre, citada por el recurrente, que transpone entre otras la Decisión Marco 2008/909/JAI, de 27 de noviembre, acerca de la necesidad de cumplimiento de las condenas dictadas dentro de la Unión Europea en los países de origen para evitar el desarraigo familiar, social y cultural, basada precisamente en el principio de reinserción, y que no resultaría de aplicación al caso de autos.



Destacar igualmente, como en el conjunto de convenios internacionales en materia de terrorismo no se prevé nada en relación al acercamiento de presos condenados por tales delitos. Así en la resolución 43/173 de la Asamblea General de la ONU, de 9 de diciembre de 1988, citada expresamente por el recurrente. Esta Resolución recoge una serie de principios generales para la protección de todas las personas sometidas a cualquier forma de detención o prisión, y entre ellos el Principio 20, dice: "Si lo solicita la persona detenida o presa, será mantenida, en lo posible, en un lugar de detención o prisión situado a una distancia razonable de su lugar de residencia habitual". En ningún caso, se ha vulnerado dicha Resolución, ya que la imposibilidad de dicho acercamiento, en supuestos como el que nos ocupa, tiene una base legal ampliamente consolidada.

4.- La jurisprudencia del Tribunal Europeo de Derechos Humanos

Hace mención el interno en su escrito de recurso, a la jurisprudencia del Tribunal Europeo de Derechos Humanos (SSTEDH de 25 de octubre de 2013. Caso Khodorkovskiy y Lebedev contra Rusia; y de 23 de octubre de 2014. Caso Vintman contra Ucrania) que señalan que la determinación del destino de los internos en prisión debe respetar su derecho fundamental a la vida privada y familiar, existiendo el derecho de los presos a cumplir la condena cerca de sus domicilios porque así lo exige el derecho a la vida familiar.

En la primera de ellas, el TEDH reconoció una serie de violaciones en el juicio, incluido el incumplimiento de la confidencialidad abogado-cliente. Además, consideraba que el derecho del acusado al respeto de la familia y el hogar también había sido violado por su traslado a colonias penales distantes de su domicilio. Es decir, se había producido una violación del artículo 8 del CEDH que dispone: "1. *Toda persona tiene derecho al respeto de su vida privada y familiar, de su domicilio y de su correspondencia.*

2. *No podrá haber injerencia de la autoridad pública en el ejercicio de este derecho, sino en tanto en cuanto esta injerencia esté prevista por la ley y constituya una medida que, en una sociedad democrática, sea necesaria para la seguridad nacional, la seguridad pública, el bienestar económico del país, la defensa del orden*



y la prevención del delito, la protección de la salud o de la moral, o la protección de los derechos y las libertades de los demás”.

En la segunda de ellas, en el asunto Vintman, se trataba de un preso ucraniano que alegaba que estaba obligado a cumplir su condena de prisión lejos de su domicilio, lo que le impedía a su madre, de edad madura y no muy buena salud, visitarle desde hacia varios años. En el momento del recurso, el recurrente se encontraba en una prisión más alejada de su domicilio que aquella otra en la que había sido ingresado con anterioridad. El TEDH señaló que ese rechazo a aproximarle a sus familiares, le había privado efectivamente del contacto personal con su madre y ese hecho constituye una ingerencia en el respeto al derecho de su vida familiar previsto en el artículo 8 del Convenio Europeo de Derechos Humanos.

El Tribunal, a la luz de lo establecido en las leyes ucranianas, podría admitir que esa ingerencia estaba prevista en la ley y que podía perseguir finalidades legítimas, como serían las de prevenir la sobrepoblación carcelaria o el mantenimiento de la disciplina. Sin embargo, considera que una medida de este tipo es desproporcionada.

Afirmar que no hay plazas disponibles en lugares más próximos no es argumento suficiente si no se demuestra realmente y se evidencia que ha habido intentos de trasladar al interno a una prisión más cerca de sus familiares. Al contrario, en este caso se le ha mantenido en uno de los lugares más alejados de su domicilio.

El Tribunal tuvo en cuenta también la situación de la madre, de edad avanzada y enferma, y que físicamente tendría muy difícil realizar el traslado requerido para visitar a su hijo. Las autoridades ucranianas no han tenido en cuenta estos hechos, ni la situación personal del recurrente ni tampoco su interés por estar cerca de sus familiares, lo que convierte la medida de alejamiento en contraria al Convenio.

Si bien, la regla general ha de ser ubicar a los penados en el establecimiento penitenciario más cercano a su domicilio, siempre que se trate del establecimiento correspondiente a la clasificación del penado, y así se desprende del artículo 12 de la LOGP cuando menciona la necesidad de evitar el desarraigo social de los penados. Sin embargo existen motivos que pueden justificar que se asignen penados a otros lugares, y así lo ha reconocido el propio TEDH, en las sentencias expuestas, como pueden ser la necesidad de evitar hacinamientos o garantizar la disciplina adecuada.



A estas causas de justificación, que pueden hacer que la injerencia sea proporcionada, cabe cuando se trate de delincuencia organizada o de terrorismo, como aquí ocurre (a diferencia de los supuestos anteriormente analizados por el TEDH que se trataban de delitos comunes) añadir otras derivadas de la necesidad de evitar una excesiva concentración de miembros de la misma organización en un mismo centro penitenciario, cuando ello pueda servir para que desde la organización se siga ejerciendo un control de sus miembros.

Por otro lado no todo alejamiento implica una afectación de derechos fundamentales, que solo se producirá cuando la excesiva distancia, unida a las dificultades de medios de transporte, impidan o dificulten seriamente las visitas de familiares y amigos al punto de quebrar el derecho a la vida familiar.

5.- A título de conclusión y en referencia a la alegada vulneración de derechos fundamentales, consecuencia de la política penitenciaria de presos condenados, como es el caso, por delitos de naturaleza terrorista.

El Tribunal Constitucional (STC 119/1986, de 8 de julio) restringe la orientación reeducadora a la fase de ejecución penitenciaria y niega, además, que pueda reputarse dicha finalidad de reinserción como la única que debe regir la pena privativa de libertad en fase penitenciaria. En el concreto ámbito de la delincuencia terrorista, se duda de que la finalidad resocializadora de la pena pueda cumplir su función. La severidad de las penas previstas para estos delitos están dirigidas esencialmente a inocuizar a sus autores y evitar la comisión futuros delitos a través de una medida de aseguramiento dilatada en el tiempo. Así, a través de la reforma operada por Ley Orgánica 7/2003, de 30 de junio de cumplimiento íntegro y efectivo de las penas, se consolidó un sistema penal y penitenciario que podría calificarse de excepcional, de mayor severidad en materia de terrorismo. En la materia que nos ocupa, entre otras medidas, los Gobiernos de la época, haciendo uso de la discrecionalidad, decidieron apostar por una política de dispersión de los presos de ETA, que comenzó a practicarse a finales de la década de los ochenta. Tras una inicial política de concentración de los internos terroristas en determinados establecimientos penitenciarios (Nanclares de Oca, Herrera de la Mancha, Alcalá de Henares y Puerto de Santa María), que provocó que aquellos crearan entre sí un



fuerte vínculo y cohesión, ejerciendo presiones sobre las respectivas direcciones de los centros para imponer un determinado régimen de vida en su interior; la Administración penitenciaria inició en el año 1987 la política de dispersión de presos terroristas por los diversos centros penitenciarios españoles, que ha llegado hasta nuestros días. Esta política de dispersión tenía como finalidad principal, la de romper los lazos de los miembros de las organizaciones terroristas tanto con éstas, como con asociaciones y colectivos afines situados en su órbita de actuación y sometidos a su ortodoxia, facilitando con ello el abandono de la organización terrorista y, eventualmente, su reinserción social, al permitir que rompan los vínculos que a aquellas les unían, posibilitando así al individuo un periodo de reflexión interna que le permitiera replantearse la innecesariedad de la lucha violenta para la defensa de una determinada ideología, y para la consecución de los objetivos fijados.

En la actualidad, esta política, a la vista de los acontecimientos sociales, tales como el cese definitivo de la actividad armada, que no disolución o cesación global de la actuación de la banda terrorista, ha sido modificada, posibilitando una especie de reagrupamiento controlado de una parte de aquellos internos que han roto sus vínculos con la organización terrorista. Es la denominada "Vía Nanclares" por ser el centro penitenciario de Nanclares de Oca (Álava) el que acoge a los que han expresado abiertamente su disidencia con organización terrorista ETA, exigiendo que se lleve a cabo "el reconocimiento y la reparación de las víctimas y la reconciliación social", facilitándoles así el acceso a los beneficios penitenciarios, sobre la base, entre otros del artículo 72.6 LOGP, frente a otro grupo de reclusos, que han decidido no sólo no cortar con la ortodoxia de la banda armada, sino continuar con sus postulados, no reconociendo a las víctimas, y no cercenando así su pasado delictivo. Siendo así además que el propio Centro Penitenciario, enmarca dicha petición en el marco de una estrategia colectiva diseñada por la dirección de la organización terrorista ETA, anunciada previamente en los medios de comunicación y que no es ajena a ese control que aquella quiere mantener de sus miembros, incluso de los internos, por lo que es lógico, que situaciones diferentes sean tratadas de distinta manera, sin quiebra alguna del principio de igualdad.

Se argumenta a favor del acercamiento de los presos, como hemos visto, entre otras cuestiones, la victimización que padecen los familiares de los mismos, debido a los costes económicos, los riesgos de accidentes, y en definitiva, la imposibilidad de



comunicar con los mismos adecuadamente. Es cierto como también hemos reseñado que, la política penitenciaria proclama con carácter general, la necesidad de que los internos residan en instituciones lo más cercanas a sus familiares y amigos, ya que ello supone con frecuencia, aunque no siempre, evitar que se produzca el desarraigo social de aquél. Pero esta norma general a menudo se ve limitada por diversas circunstancias, entre ellas, el respeto debido a la dignidad de las víctimas, que se vería quebrantado, si sus victimarios residiesen en instituciones próximas. También podrían verse afectado el derecho a la seguridad de los funcionarios de Instituciones penitenciarias (en el pasado fueron objetivo puntual de las acciones de la organización terrorista ETA), y el propio derecho de los internos a su resocialización, en especial aquéllos que manifiestan una voluntad seria de apartarse de los dictados de la dirección terrorista.

Además, según la normativa tanto interna como internacional en la materia, se reconoce como competencia propia de la Administración Penitenciaria la de destinar a los condenados a los establecimientos que más les convenga a los fines cuyo cumplimiento le es propio (la Administración) y en función de las circunstancias personales. La concentración de presos de ETA en determinados centros penitenciarios perturbaría frecuentemente la seguridad de los mismos y obstaculizaría la reinserción social de aquellos otros que han optado por esta vía, dificultando su separación definitiva de la banda. Por ello, la ubicación de los mismos en plurales centros penitenciarios, queda justificada por las necesidades del tratamiento penitenciario, máxime cuando entre las exigencias de la banda terrorista se encontraba la prohibición a sus presos de solicitar beneficios penitenciarios. En ocasiones, puede suceder que a algunos presos por acciones terroristas les convenga no permanecer en centros penitenciarios cercanos de parientes y amigos, máxime si éstos mantienen de alguna manera o han mantenido algún tipo de contacto con la organización, ya que sin duda, impedirá la resocialización del interno. La concentración masiva de condenados por delincuencia organizada, es una máxima de experiencia casi nunca beneficia la resocialización, sino todo lo contrario, como así ha quedado demostrado con la inicial política de reagrupamiento en este caso, y así se viene reconociendo en instrumentos internacionales donde se constata la especialidad de la delincuencia organizada y del terrorismo.



En definitiva, la opción relativa al acercamiento de los presos de la banda terrorista ETA a centros penitenciarios del País Vasco y Navarra, es una alternativa de política criminal que en último caso corresponde decidir al Gobierno de la Nación, en el ámbito de su discrecionalidad reglada, no teniendo este Tribunal competencia al respecto, al no haberse producido vulneración alguna de derechos fundamentales del interno recurrente.

Vistos los artículos citados y demás de general y pertinente aplicación.

PARTE DISPOSITIVA

LA SALA ACUERDA: Desestimar el recurso de apelación formulado por la defensa del interno **[REDACTED]**, contra el auto de fecha 10 de julio de 2.015, dictado por el Juzgado Central de Vigilancia Penitenciaria, en el expediente reseñado, desestimando el recurso de reforma interpuesto contra la resolución de aquél de 18 de mayo de 2015; y en su consecuencia, se confirman ambas resoluciones en su integridad.

Devuélvase al Juzgado Central de Vigilancia Penitenciaria el Expediente original, acompañado de testimonio de esta resolución y notifíquese a las partes y, una vez verificado, procédase al archivo de las actuaciones.

Así por este auto, lo acuerdan, mandan y firman los Magistrados al margen reseñados.

ANNEXE 4

16 VICTIMES MORTELLLES

Seize personnes ont été les victimes mortelles de la politique de dispersion et d'éloignement.

Ruben Garate
Argi Iturralde
Iñaki Balerdi
Antxoni Fernandez
M.C. S.
Leo Esteban
Jose Mari Maruri
Pilar Arsuaga
Alfonso Isasi
Iñaki Saez
Asier Heriz
Sara Fernández
Karmele Solaguren
Natividad Junko
Rosa Amezaga
Arantza Amezaga

29/09/1989

ROSA et ARANTZA AMEZAGA MENDIZABAL

Les sœurs du prisonnier politique basque Koldo Amezaga sont mortes dans un accident à Aranda de Duero alors qu'elles revenaient de Madrid (500 km) où leur frère venait d'être jugé. Dans ce terrible accident, une autre soeur de Koldo Amezaga a été gravement blessée.



01/07/1990

PILAR ARSUAGA et **ALFONSO** ISASI

La mère et le frère de la prisonnière politique basque Maribi Ramila ont eu un accident à Pola de Sanabria (León), dans lequel ils ont été tués. Ils revenaient d'une visite à Maribi Ramila à la prison d'Ourense (680 km)



14/03/1997

ANTXONI FERNANDEZ

La grand-mère du prisonnier politique basque Angel Figeroa a perdu la vie à 75 ans alors qu'elle se rendait à la prison d'Alcala Meco (500 km) pour rendre visite à son petit-fils. L'accident s'est produit à Aranda de Duero.



22/06/1998

JOSE MARI MARURI

Il est mort dans un accident à Barakaldo alors qu'ils se rendait à la prison de Langraitz pour rendre visite à son fils Lander Maruri.





03 / 04 / 1999

M.K.S

Ami du prisonnier politique basque Txetxu Fernandez Perez de Nanclares, tué dans un accident alors qu'il revenait de la prison de Logroño (169 km).



08 / 09 / 2001

IÑAKI SAEZ ET ASIER HERIZ

Amis de la prisonnière politique basque Lourdes Txurruka, ils ont été tués dans un accident alors qu'ils se rendaient à la prison de Brieva (400 km). Une autre personne qui se trouvait dans la voiture a été gravement blessée.



12 / 02 / 2000

RUBEN GARATE GONZALEZ DE ARTAZA

Ami du prisonnier politique basque Jose Antonio Fernandez, il a été tué dans un accident alors qu'il revenait de lui rendre visite à la prison d'Alcala Meco (500 km).



08 / 09 / 2003

ARGI ITURRALDE et IÑAKI BALERDI ITURRALDE

La mère et le frère du prisonnier politique basque Juankar Balerdi ont été tués dans un accident alors qu'ils se rendaient à la prison d'Almeria (1032 km). Son père, Joxe Balerdi, qui se trouvait également dans la voiture, a été gravement blessé et a dû être hospitalisé.

29 / 11 / 2003

SARA FERNANDEZ

Amie du prisonnier politique basque Iñaki Etxeberria, elle a été tuée dans un accident à Aranda de Duero alors qu'elle se rendait à la prison de Valdemoroko (520 km). Izaskun Urkijo, compagne du prisonnier Iker Zubia, se trouvait également dans la voiture et a été hospitalisée, gravement blessée.



03 / 06 / 2003

LEO ESTEBAN NIETO

Le frère du prisonnier Esteban Esteban Nieto (mort en prison faute d'assistance médicale) est mort en 2004 des suites d'un accident qu'il avait eu le 3 avril 1989 alors qu'il se rendait à la prison de Puerto de Santa María (1135 km) pour rendre visite à son frère.



06 / 12 / 2004

KARMELE SOLAGUREN

La mère du prisonnier politique basque Ekain Gerra est morte dans un accident à Soria alors qu'elle se rendait à la prison d'Alacla-Meco pour voir son fils (500 km). Son mari, le père d'Ekain, Jose Luis Gerra, a été hospitalisé très grièvement blessé. Aujourd'hui encore il souffre beaucoup des séquelles de cet accident.



25 / 12 / 2007

NATIVIDAD JUNKO OLEAGA

Elle est morte à l'hôpital de Txagorritxu, des suites d'un accident survenu le 22 décembre alors qu'elle se rendait à la prison de Teruel pour rendre visite au compagnon de sa fille le prisonnier politique basque Unai Gonzalez Azua. Sa fille et les parents d'Unai Gonzalez se trouvaient également dans la voiture.





Etxerat

Euskal
Preso eta Iheslari
Politikoen
Senide eta Lagunen
Elkartea

ETXERAT ELKARTEA

Hernani
Perkaiztegi Kalea 11/13
Tel: 943 335 900
C.P. 20120 Hernani